

INTÉGRATION RÉGIONALE ENTRE L'AFRIQUE DU NORD,
L'EUROPE ET L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SIFI GHRIEB MET EN AVANT LE RÔLE DE L'ALGÉRIE

● Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a mis en avant, jeudi, le rôle de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration africaine à travers des réformes structurelles et des projets d'envergure à dimension continentale, s'inscrivant dans une vision nationale de diversification économique.

P. 3



ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Samedi 19 chaâbane - 7 Février 2026 - N° 1229: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

DANS UNE DÉCLARATION À LA PRESSE NATIONALE

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI SALUE LES GRANDS PROGRÈS RÉALISÉS PAR L'ALGÉRIE EN MATIÈRE DE STABILITÉ ÉCONOMIQUE



La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Mme Kristalina Georgieva, a salué, jeudi, les grands progrès réalisés par l'Algérie en matière de stabilité macroéconomique et de développement, ainsi que la baisse du taux d'inflation, qui a un impact positif sur l'économie.

P. 3

GHAZA EXPOSÉE À BRUXELLES

DES CLICHÉS POUR TÉMOIGNER DE LA MONSTRUOSITÉ SIONISTE

● À Bruxelles, une exposition itinérante de photographies de l'UNRWA dévoile le quotidien des habitants de Gaza sous le siège et les bombardements de l'agression sioniste. À travers ces images, l'agence onusienne entend offrir une tribune aux Palestiniens et alerter sur la persistance de la crise humanitaire.



P. 7

SESSION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LIGUE ARABE

L'ALGÉRIE PRÔNE UNE VISION ARABE INTÉGRÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT

● Lors de l'ouverture de la 117^e session ordinaire du Conseil économique et social de la Ligue arabe, jeudi au Caire, le ministre algérien du Commerce extérieur, M. Kamel Rezig, a confirmé l'engagement de son pays, président de cette session, à travailler pour faire émerger une perspective arabe unifiée en développement socioéconomique.

P. 4

LES MÉDIAS À L'ÈRE NUMÉRIQUE

LA VEILLE STRATÉGIQUE, UN OUTIL INDISPENSABLE POUR LES ORGANES DE PRESSE

● Le rôle de la veille stratégique dans les médias, depuis l'anticipation des évolutions de l'environnement jusqu'à la prise de décisions éclairées, a été au centre d'un colloque national organisé jeudi à Alger par la Faculté des sciences de l'information et de la communication, en collaboration avec l'agence Algérie Presse Service (APS). L'objectif de cette rencontre était de souligner l'importance de la veille stratégique comme instrument permettant d'identifier risques et menaces et de guider les choix décisionnels.

P. 2

LES MÉDIAS À L'ÈRE NUMÉRIQUE

LA VEILLE STRATÉGIQUE, UN OUTIL INDISPENSABLE POUR LES ORGANES DE PRESSE

Le rôle de la veille stratégique dans les médias, depuis l'anticipation des évolutions de l'environnement jusqu'à la prise de décisions éclairées, a été au centre d'un colloque national organisé jeudi à Alger par la Faculté des sciences de l'information et de la communication, en collaboration avec l'agence Algérie Presse Service (APS). L'objectif de cette rencontre était de souligner l'importance de la veille stratégique comme instrument permettant d'identifier risques et menaces et de guider les choix décisionnels.

Par Youcef Hamidi

Lors de son intervention, le directeur général adjoint de l'APS, Liqid Bounnah, a insisté sur la portée majeure de ce colloque pour éclairer les divers aspects de la veille stratégique dans le domaine médiatique, devenu incontournable dans un environnement numérique en constante innovation. Il a précisé que l'APS a intégré la veille stratégique et numérique au cœur de ses pratiques, en adoptant plusieurs mesures pour structurer et professionnaliser ce domaine, devenu au fil du temps un moteur du développement de la production éditoriale de l'agence.

Parmi ces mesures figure la réorganisation de l'agence, incluant la modification du nom de sa direction centrale, autrefois appelée direction de l'information, désormais direction de l'information et de la veille. Un département de veille informationnelle y a été intégré afin de centraliser la collecte des informations essentielles pour les choix éditoriaux de l'APS, en exploitant tous les supports disponibles. "Le service de veille stratégique a pour mission de préparer l'ensemble des contenus, documents et dossiers nécessaires pour les événements d'envergure nationale et internationale", a-t-il ajouté.

Bounnah a insisté sur le fait que renforcer la veille dans les organes de presse n'est plus une option, mais un instrument central dans les pratiques modernes des métiers de l'information et de la communication, notamment face aux défis liés à l'exploitation des



sources ouvertes.

De son côté, la doyenne de la Faculté des sciences de l'information et de la communication, Malika Atoui, a souligné que cette rencontre offrait une opportunité précieuse aux médias de consolider leur veille stratégique, essentielle pour détecter les menaces et anticiper les risques affectant le cyberspace. Elle a insisté sur l'importance de mobiliser outils et techniques pour analyser les tendances des utilisateurs et comprendre leurs préférences afin d'adapter l'offre médiatique à leurs besoins en évolution constante.

Le colloque a également permis de réunir universitaires, professionnels et experts afin d'échanger idées et expériences et de réfléchir aux moyens de renforcer la veille stratégique au sein des médias. Les enseignants et praticiens du secteur ont rappelé l'importance de la veille pour améliorer l'adaptabilité des organes médiatiques et ont insisté sur la nécessité de l'instaurer comme pratique

institutionnelle permanente, garantissant compétitivité et pérennité dans un contexte de transformation numérique et d'intégration croissante de l'intelligence artificielle.

En conclusion, les organisateurs ont présenté plusieurs recommandations, notamment le lancement d'un atelier consacré à la veille stratégique dans le domaine médiatique, impliquant chercheurs, doctorants et journalistes spécialisés de l'APS, et intégrant des outils de suivi sur les réseaux sociaux dans la stratégie globale des médias.

Enfin, il convient de rappeler qu'à l'occasion de ce colloque, deux conventions de partenariat et de coopération ont été signées entre la Faculté des sciences de l'information et de la communication, d'une part, et le Centre international de presse (CIP) et l'Office national des publications universitaires, d'autre part.

Y.H

WILAYA D'ALGER UN PLAN PROACTIF GLOBAL EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

Le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi a annoncé, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qu'un plan proactif global a été tracé par la wilaya d'Alger en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué vendredi un communiqué des services de la wilaya. Dans une allocution prononcée jeudi dernier, lors de la cérémonie d'ouverture de la session de l'APW, M. Rabehi a précisé qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "la wilaya d'Alger a mis en place un plan proactif global en prévision du mois sacré de Ramadhan, dans le but de préserver le pouvoir d'achat, renforcer la solidarité et assurer les meilleures conditions et prestations aux citoyens". Il a ajouté, à ce propos, que ce plan "élaboré en coordination étroite avec les membres de l'APW, repose sur la protection des familles à revenu limité, la régulation du marché et la garantie de la disponibilité des produits de large consommation", soulignant qu'une enveloppe financière a été mobilisée à cet effet, concernant l'allocation de solidarité. Par ailleurs, et dans le cadre des projets de la vision stratégique de développement et de modernisation de la wilaya d'Alger, M. Rabehi a affirmé que le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 "consacre une vision de développement en harmonie avec l'ambition commune de hisser la capitale au rang des grandes métropoles, et de garantir la qualité et la

continuité du service public au profit des citoyens en sus de l'amélioration de leur cadre de vie quotidien à travers le soutien des domaines liés à leur cadre de vie", selon la même source. A cette occasion, il a salué le "soutien et l'accompagnement dont ont bénéficié les projets réalisés au cours des années 2024 et 2025 par l'APW", notamment dans le secteur de l'habitat, ce qui a permis la "distribution de près de 70.000 logements, toutes formules confondues, un chiffre représentant plus de 8% du parc immobilier de la capitale". A la même période, une amélioration notable des indicateurs de l'emploi au niveau de la wilaya d'Alger a également été enregistrée, selon M. Rabehi. Les travaux de cette session ordinaire de l'APW se sont déroulés en présence de représentants des deux chambres du Parlement, des membres de la commission de sécurité, de représentants du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), du délégué local du médiateur de la République, avec la présence honorifique du président de l'APW de Tindouf.

Outre la présentation du bilan d'activité de la wilaya d'Alger pour les années 2024 et 2025, la présente session a permis de débattre et d'adopter le projet de budget primitif de la wilaya d'Alger pour l'année en cours, et d'aborder les préoccupations des citoyens, concernant tous les secteurs et services publics, selon le communiqué.

RA

UNION NATIONALE DES FEMMES ALGÉRIENNES HALIMA LAKEHAL, NOUVELLE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Mme Halima Lakehal a été plébiscitée, jeudi à Alger, nouvelle Secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), succédant à Mme Nouria Hafsi, et ce, lors des travaux du 13e Congrès de l'Union, qui a également été marqué par l'adoption du programme d'action pour la prochaine période et l'élection des membres de son Bureau national.

Dans un communiqué publié au terme des travaux du Congrès, l'Union a réaffirmé son "engagement à renforcer le ralliement des femmes algériennes autour des institutions de l'Etat et à poursuivre leur rôle militant, d'autant que l'Algérie vit aujourd'hui, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une étape charnière et singulière".

A cette occasion, l'Union a salué "les efforts du président de la République en faveur de la promotion et de l'essor de l'économie nationale, les avancées enregistrées dans le domaine de la transformation numérique et les acquis en matière d'ancrage des valeurs de justice sociale, de consécration du principe d'équité et dans la lutte contre la corruption".

RA

ALGÉRIE-FMI

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, la Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Mme Kristalina Georgieva.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du conseiller auprès du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, du conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba, du conseiller auprès du président de la République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des paiements internationaux, M. Farid Yaïci, et du gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, M. Mouatassem Boudiaf.

RA



LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI SALUE LES GRANDS PROGRÈS RÉALISÉS PAR L'ALGÉRIE EN MATIÈRE DE STABILITÉ ÉCONOMIQUE

La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Mme Kristalina Georgieva, a salué, jeudi, les grands progrès réalisés par l'Algérie en matière de stabilité macroéconomique et de développement, ainsi que la baisse du taux d'inflation, qui a un impact positif sur l'économie. Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdel-

madjid Tebboune, Mme Georgieva a précisé avoir eu un "échange approfondi et riche" avec le président de la République, remerciant l'Algérie d'accueillir une conférence "aussi importante" sur "l'interconnexion de l'Europe et de l'Afrique via l'Afrique du Nord". A cette occasion, elle a affirmé "le soutien total du FMI aux efforts continus de l'Algérie pour la diversification de son économie", à travers

"la création d'emplois pour les jeunes, le soutien à l'entrepreneuriat et aux start-up et l'investissement dans le capital humain, qui représente l'avenir du pays". Mme Georgieva a, par ailleurs, exprimé son "admiration pour la beauté et le dynamisme de l'Algérie", où, a-t-elle dit, elle se rend pour la première fois.

RA

INTÉGRATION RÉGIONALE ENTRE L'AFRIQUE DU NORD, L'EUROPE ET L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE SIFI GHRIEB MET EN AVANT LE RÔLE DE L'ALGÉRIE

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a mis en avant, jeudi, le rôle de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration africaine à travers des réformes structurelles et des projets d'envergure à dimension continentale, s'inscrivant dans une vision nationale de diversification économique.

Présidant l'ouverture d'une conférence de haut niveau intitulée "Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités", au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, le Premier ministre a précisé que l'ambition consistant à relier les continents "s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant la diversification de l'économie et la concrétisation d'une ouverture économique étudiée et maîtrisée", soulignant, dans ce sens, "l'engagement de l'Algérie à renforcer l'intégration régionale, à améliorer le climat des affaires, à faciliter les investissements générateurs de richesse et d'emplois et à inscrire l'économie nationale durablement dans les chaînes de valeur régionales et mondiales". Ces efforts, a-t-il ajouté, s'appuient sur "des réformes structurelles, une modernisation progressive des cadres réglementaires et une volonté forte de renforcer la résilience de l'économie face aux fluctuations extérieures", soulignant que l'Algérie "mobilise d'énormes moyens pour développer des infrastructures aptes à assurer l'interconnexion continentale et l'intégration régionale, comme la route transsaharienne, le développement du réseau ferroviaire, la ligne minière Ouest, inaugurée par le président de la République cette semaine, et la ligne minière Est, qui sera prête avant la fin de l'année en cours".

Dans le même contexte, M. Sifi Ghrieb a rappelé le projet de liaison ferroviaire Nord-Sud qui "portera la longueur totale du réseau national de près de 6.000 km, actuellement, à près de 9.000 km", mettant en avant les efforts de l'Algérie pour développer le réseau portuaire et aéroportuaire et créer des plateformes logistiques au niveau des zones frontalières, dans le but de promouvoir les échanges commerciaux et de stimuler l'investissement.

A cet égard, il a souligné que l'interconnexion entre les continents nécessite, outre les infrastructures matérielles, l'intégration des systèmes économiques et la valorisation des ressources humaines, précisant, à ce propos que, "la jeunesse constitue pour l'Algérie un véritable moteur de développement, qu'il importe de doter d'un cadre réglementaire moderne et innovant garantissant sa qualification et lui permettant d'exploiter pleinement son potentiel".

Sur le plan continental, le Premier ministre a in-

diqué que l'Algérie s'est employée, à travers l'organisation annuelle de la Conférence africaine des start-up, à "créer une plateforme continentale de dialogue entre les écosystèmes de l'innovation", faisant valoir qu'elle "poursuivra ses efforts pour partager cette expérience et généraliser les mécanismes qui en découlent au profit des pays africains".

Il a aussi évoqué les efforts en cours pour le développement des infrastructures de télécommunications, à travers "le déploiement accéléré des réseaux de fibre optique et le renforcement des capacités spatiales". Sifi Ghrieb a en outre fait observer que "la disponibilité d'une énergie durable et fiable permettra à l'Algérie d'accueillir des infrastructures dédiées au stockage et au traitement des données, jetant ainsi les bases de la construction d'un écosystème continental dans lequel les industries stratégiques alimentent l'économie de la connaissance". Il a, dans ce contexte, rappelé que l'Algérie "œuvre à la promotion et au développement de la ressource humaine, qui demeure l'axe et l'objectif de ces politiques, comme le confirment les investissements considérables destinés au développement de l'enseignement, tous cycles confondus, à la promotion de la formation professionnelle et au renforcement des savoir-faire dans différents domaines,

ce qui a permis à mon pays d'occuper une place de premier plan dans l'Indice de développement humain au niveau continental".

Soulignant "l'importance des opportunités prometteuses et des atouts considérables que recèle la région de l'Afrique du Nord, notamment une jeunesse qualifiée, diverses ressources énergétiques, l'énergie renouvelable, la logistique, l'industrie et les services", le Premier ministre a relevé que "la transformation de ces atouts en opportunités concrètes et durables requiert le renforcement de la coordination entre les pays de la région, l'instauration d'un dialogue durable entre les secteurs public et privé et l'établissement d'une coopération étroite aux niveaux national, régional et international".

Sifi Ghrieb a conclu son propos en précisant que cette conférence "se veut une plateforme de dialogue sincère, de planification stratégique, d'échange d'expertises et de réflexion commune sur les voies de renforcement des réformes pour bâtir un espace commun mieux intégré apte à relever les défis", saluant la qualité de "la relation entre le FMI et la Banque d'Algérie, qui œuvrent au renforcement de la stabilité macro-économique et financière, à l'impulsion du développement et à la consolidation de la coopération internationale".

RA

LE FMI SALUE LA RÉUSSITE DE LA CONFÉRENCE D'ALGER

Le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international (FMI), Jihad Azour, a salué, jeudi à Alger, la réussite de la conférence organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI sur l'intégration régionale entre l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Afrique subsaharienne, soulignant que l'événement a permis d'échanger sur les actions prioritaires visant à renforcer la connectivité entre ces régions.

Lors de la session de clôture, M. Azour a déclaré que la conférence intitulée "Afrique du Nord: relier les continents, créer des opportunités" a offert un cadre riche pour discuter des priorités régionales. "Le moment de l'Afrique du Nord est arrivé. Cette région peut devenir un véritable trait d'union entre les continents", a-t-il affirmé, saluant le rôle des autorités algériennes dans l'organisation de l'événement. Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mustapha Abderrahim, a indiqué, pour sa part, que la région occupe une place stratégique dans l'architecture économique et géopolitique régionale et internationale, grâce à son histoire et son

capital humain et constitue un espace naturel de connexion entre l'Afrique subsaharienne, l'Europe et le Moyen-Orient, et un vecteur de coopération entre les continents.

Il a réaffirmé également la disponibilité de l'Algérie à contribuer à la construction d'un environnement fondé sur la confiance, la prévisibilité et le respect des engagements.

Les conclusions des trois panels ont mis en évidence le rôle potentiel de l'Afrique du Nord dans la circulation des biens, des personnes et de l'énergie, tout en insistant sur l'importance des réformes, des investissements et de la coopération régionale pour concrétiser ce potentiel.

L'ouverture de la conférence, tenue au Centre international des conférences Abdellatif Rahal, a été présidée par le Premier ministre M. Sifi Ghrieb, en présence de hauts responsables de l'Etat, du gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, Mouatassem Boudiaf, et de la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

RA

SESSION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LIGUE ARABE

L'ALGÉRIE PRÔNE UNE VISION ARABE INTÉGRÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Lors de l'ouverture de la 117e session ordinaire du Conseil économique et social de la Ligue arabe, jeudi au Caire, le ministre algérien du Commerce extérieur, M. Kamel Rezig, a confirmé l'engagement de son pays, président de cette session, à travailler pour faire émerger une perspective arabe unifiée en développement socioéconomique.

Par Dahmane Abderrahmane

Dans son discours, le ministre a insisté sur la volonté de l'Algérie de « favoriser l'émergence d'une vision arabe intégrée qui renforce la coopération régionale en matière de développement socioéconomique » et de « coordonner les efforts pour trouver des solutions concrètes face aux défis actuels des pays arabes ». Il a remercié son homologue tunisien, M. Samir Abid, pour son travail lors de la précédente session.

M. Rezig a exprimé la conviction de l'Algérie que le renforcement des bases de l'action commune arabe, notamment dans les sphères économique et sociale, ainsi qu'une coordination permanente, sont des piliers essentiels pour affronter les défis et stimuler un développement inclusif et durable. Face aux transformations de l'économie mondiale, il a souligné le besoin de construire un bloc économique arabe résilient, capable d'élaborer des plans de développement répondant aux aspirations des peuples et d'unifier les efforts pour activer les mécanismes d'action commune.

Dans ce cadre, l'Algérie accueillera début avril la deuxième



édition de la Conférence et Exposition internationale arabe des PME (SMEX Algeria). Cet événement, sur le thème « Renforcer la compétitivité et l'innovation », visera à mettre en lumière les réussites, à créer des contacts pour des partenariats futurs, à promouvoir la qualité des produits et à faciliter l'accès aux marchés, pour une économie diversifiée et durable.

Le ministre a également évoqué les efforts nationaux contre les effets du changement clima-

tique, notamment à travers le projet stratégique du Barrage vert, relancé avec une vision renouvelée intégrant l'environnement et le développement. Il a rappelé l'initiative algérienne visant à étudier l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail arabe et à promouvoir un usage responsable de cette technologie.

Enfin, M. Rezig a appelé à une solidarité active avec les Palestiniens, particulièrement dans la bande de Ghaza, face à la situa-

tion humanitaire catastrophique et aux destructions. Il a réaffirmé le soutien constant de l'Algérie au droit du peuple palestinien à un État indépendant avec El-Qods pour capitale, et a souligné la nécessité pour le Conseil d'adopter des initiatives soutenant leur résilience. Il a aussi insisté sur l'importance de prendre en compte les situations socioéconomiques difficiles au Yémen et au Soudan.

D.A

REZIG EXAMINE AU CAIRE LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC SON HOMOLOGUE TUNISIEN

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a rencontré, au Caire, le ministre tunisien du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid, en marge des travaux de la 117e session ordinaire du Conseil économique et social de la Ligue arabe au niveau ministériel, indique jeudi un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la Tunisie, d'élargir les perspectives de partena-

riat bilatéral et d'intensifier les échanges commerciaux, au service des intérêts communs des deux pays.

Dans ce cadre, les deux parties ont souligné l'importance de la poursuite de la coordination et de la concertation, à travers l'intensification des rencontres bilatérales à différents niveaux et le soutien aux initiatives visant à établir des partenariats économiques prometteurs.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et la Tunisie et de l'intensifica-

tion de la coordination au sein de l'espace arabe commun.

Pour rappel, l'Algérie a pris la présidence de la 117e session du Conseil économique et social de la Ligue arabe au niveau ministériel, succédant à la Tunisie.

Dans son allocution à cette occasion, M. Rezig réaffirmé l'engagement de l'Algérie à œuvrer à l'émergence d'une vision arabe intégrée favorisant le renforcement de la coopération arabe en matière de développement socioéconomique.

R.E

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

OUVERTURE PROCHAINE D'UNE UNITÉ DE FABRICATION DE KITS DE DIAGNOSTIC RAPIDE DES DROGUES

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, a déclaré, jeudi à Oran, que le groupe Sidal se prépare à l'ouverture d'une unité de fabrication de kits de diagnostic rapide des drogues dans cette wilaya.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, en compagnie du wali d'Oran, Brahim Ouchène, et du wali de Mostaganem, Ahmed Bou-douh, le ministre a souligné l'im-

portance de l'entrée en production de cette nouvelle unité. Il a précisé que le taux d'avancement des travaux du projet a atteint 85 %, avec la mise à disposition de l'ensemble des équipements nécessaires, ajoutant que cette unité permettra de créer, dans une première phase, entre 50 et 60 postes d'emploi.

Kouidri a également indiqué que le groupe Sidal prépare un autre projet d'usine dédiée à la production de réactifs biochi-

miques dans la même zone, dont la mise en exploitation est prévue "d'ici un an". De son côté, le directeur général par intérim du groupe Sidal, Mourad Benkhelfa, a expliqué que cette usine produira plusieurs types de kits de dépistage, notamment ceux relatifs aux drogues ainsi que d'autres destinés à la détection de diverses maladies, dont certains types de cancer.

La production de cette unité portera sur 30 types de kits, avec

une possibilité d'extension à l'avenir à 85 types, pour une capacité de production estimée à 8,9 millions de réactifs par an, selon les explications fournies sur place.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a visité les usines "Inotis", spécialisée dans la fabrication de matières premières non tissées à usage médical et sanitaire, et "Hygimed", dédiée à la fabrication et à la distribution de dispositifs médicaux à usage unique.

R.E

USTENSILES ET ÉLECTROMÉNAGER

UN SALON DÉDIÉ DU 12 AU 15 FÉVRIER À SÉTIF

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'organisation d'un salon dédié à la filière des ustensiles, des produits plastiques et du petit électroménager de cuisine, du 12 au 15 février à Sétif.

"Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de la production et/ou de l'exporta-

tion, notamment dans la filière des ustensiles, des produits plastiques et du petit électroménager de cuisine, de l'organisation d'un salon dédié à ces produits, du 12 au 15 février 2026, dans la wilaya de Sétif", précise le communiqué. Ce Salon vise à faire connaître les capacités productives nationales dans cette filière et à mettre en avant la qualité supérieure des produits algériens. Il se veut également une plateforme professionnelle pour l'échange

d'expertises, l'établissement de partenariats économiques et la conclusion de transactions commerciales, en soutien à la dynamique d'exportation et de promotion du produit national, ajoute la même source.

A cet égard, le ministère a invité les opérateurs économiques souhaitant participer à ce Salon à s'inscrire via le lien électronique dédié à cet effet.

R.E

BEJAIA

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET DE DÉPISTAGE DU DIABÈTE

Une opération de sensibilisation et de dépistage du diabète, programmée sur deux jours, a été lancée hier vendredi dans la commune de Tazmalt, au sud-ouest de la wilaya de Béjaïa, ont indiqué les organisateurs.

Par Kahina Baghdad

L'initiative se déroule vendredi et samedi à l'école primaire « Achiou Boudjemâa », implantée au chef-lieu communal, a précisé M. Zemmour Farid, président du bureau communal du Croissant-Rouge algérien (CRA).

Selon le même responsable, plusieurs conférences thématiques seront animées vendredi après-midi à la salle de conférences de l'Assemblée populaire communale (APC) par des médecins endocrinologues, des pédiatres ainsi que des nutritionnistes.

La journée de samedi sera, pour sa part, consacrée aux opérations de dépistage du diabète, menées en partenariat avec un laboratoire privé d'analyses médicales, a-t-il ajouté.

Des médecins spécialistes seront



également mobilisés afin d'assurer des consultations médicales et de sensibiliser les personnes atteintes de diabète aux bonnes pratiques à adopter durant le mois de Ramadhan, a-t-il souligné.

Dans ce cadre, les personnes dont les résultats d'analyses se révéleront positifs

seront orientées vers des médecins spécialistes, y compris après la fin de la campagne, afin de bénéficier d'une prise en charge médicale gratuite, a-t-il indiqué.

Placée sous le slogan « le diabète est silencieux, votre vigilance est sa seule limite », cette campagne est organisée par

le bureau communal du Croissant-Rouge algérien, en collaboration avec l'Assemblée populaire communale de Tazmalt et l'Établissement public de santé de proximité (EPSP), a-t-on noté

K.B

BATNA

RÉOUVERTURE DU SERVICE DE RÉANIMATION AU CHU CHAHID TOUHAMI BENFLIS

Le service de réanimation médicale du CHU "chahid Touhami Benflis" de Batna a été rouvert jeudi après réaménagement et extension. À cette occasion, le chef de l'exécutif local, Riadh Benahmed, s'est vu présenter les détails de l'opération. Celle-ci a bénéficié d'une enveloppe de 80 millions DA, issue du programme sectoriel, permettant de porter la capacité de 11 à 31 lits. Une innovation majeure : la création du premier stand de

réanimation pour enfants au sein du CHU.

Le directeur de la santé, Hamdi Chagouri, a précisé que ce service, désormais doté d'équipements modernes, compte 16 lits pour la réanimation adulte, 9 lits pour la réanimation pédiatrique et 6 lits dédiés au traitement des douleurs chroniques et complexes. La cheffe du service, Pr. Nadia Grinet, a souligné que ces travaux contribueront à améliorer la prise en charge des

patients et à garantir des soins de qualité.

On rappelle que le CHU de Batna a bénéficié ces dernières années de plusieurs opérations d'entretien, d'extension et de rénovation, concernant notamment les services de chirurgie urologique et rénale, de chirurgie pédiatrique, de chirurgie générale et le laboratoire de microbiologie.

K.B

TIPASA

LE BARRAGE DE KEF EDDIR REMPLI À 100%

Par Nadir Houari

Le barrage de Kef Eddir, à Damous (ouest de Tipasa), a atteint pour la première fois sa capacité maximale depuis sa mise en service en 2023, a indiqué vendredi la direction locale de l'hydraulique. Ce remplissage exceptionnel est dû aux fortes précipitations récentes. Selon la même source, l'ANBT a enregistré d'importantes pluies ayant permis au barrage d'atteindre son volume maximal de 125 millions de mètres cubes. Sa réserve est passée d'environ 85 millions m3 à plus de 125 millions m3. Cette infrastructure, cruciale pour

l'irrigation agricole et l'alimentation de nombreuses communes des wilayas de Chlef, d'Aïn Defla et de Tipasa (11 communes), a ainsi atteint son optimum. Par mesure de précaution, l'ANBT a dû procéder à des lâchers d'eau partiels.

Mis en service en novembre 2023 après l'achèvement des travaux de transfert, ce barrage a résolu les problèmes de pénurie et de distribution dans plusieurs localités de Tipasa, notamment à l'ouest. Ses eaux sont acheminées vers 18 réservoirs (dont 7 petits pour zones isolées), 11 stations de pompage et d'épuration, via un réseau de canaux de plus de 180 km.

N.H

TISSEMSILT

DEUX MICRO-ZONES D'ACTIVITÉS BIENTÔT OPÉRATIONNELLES

Par Ali Boudefel

L'achèvement des travaux de réalisation de deux micro-zones d'activités dans la wilaya de Tissemsilt est attendu avant la clôture du premier trimestre de l'année en cours, a annoncé, jeudi, le directeur de l'Industrie de la wilaya, Achour Aïssani. Le responsable a expliqué que ces deux projets s'inscrivent dans le programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt, notamment dans son axe consacré au secteur industriel.

La conduite et le suivi de ces réalisations sont assurés par la direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction (DUAC), a-t-il précisé, en indiquant

que la première micro-zone d'activités se situe dans la région d'Aïn Es-Sedra, relevant de la commune de Khemisti.

Cette zone couvre une superficie dépassant 16 hectares et affiche un taux d'avancement des travaux supérieur à 70 %, a ajouté la même source.

Quant à la seconde micro-zone, elle est implantée dans la commune de Tissemsilt, sur une superficie avoisinant 1 hectare, avec un niveau de réalisation excédant 75 %, selon le même responsable.

M. Aïssani a également souligné que ces deux micro-zones seront mises à la disposition des investisseurs industriels et des porteurs de projets dès l'achèvement des travaux d'aménagement, à travers la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

A.B

CONSTANTINE PLUS DE 1 MILLIARD DA POUR L'AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La wilaya de Constantine a bénéficié au titre de l'exercice 2026, d'un budget de plus de 1 milliard de dinars destiné à l'amélioration de l'alimentation en eau potable à travers plusieurs communes, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Ce budget sera consacré à l'élimination des "points noirs" constatés au niveau du réseau de distribution d'eau potable, particulièrement dans les communes de Béni H'midène, d'Ibn Ziad et de Messaoud Boudjeriou, a précisé la cellule de communication de la wilaya.

Dégagé dans le cadre du renforcement de la sécurisation et l'approvisionnement en eau potable, ce budget permettra de moderniser les réseaux existants, de réhabiliter les infrastructures défectueuses et d'améliorer la distribution régulière d'eau, a expliqué la même source. Pour rappel, plus de 500 opérations de réhabilitation du réseau d'AEP ont été concrétisées en 2025 dans plusieurs régions de la wilaya où des perturbations en alimentation en eau potable ont été enregistrées, a-t-on indiqué.

R.R

PRIX MONDIAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ILS CONTINUENT À BAISSER...

Selon les données publiées hier vendredi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le baromètre mensuel qui mesure l'évolution des cours mondiaux des denrées alimentaires a poursuivi son mouvement descendant en janvier, marquant ainsi un cinquième mois de repli consécutif. Cette tendance globale est principalement attribuable à la diminution des tarifs des viandes, du sucre et, de manière plus marquée, des produits laitiers sur les marchés internationaux.

Par Nawal Bordji

Sur la période considérée, l'indicateur agrégé de la FAO s'est fixé à une moyenne de 123,9 points. Ce niveau représente un fléchissement de 0,4 % par rapport au mois de décembre dernier et une contraction de 0,6 % en comparaison avec janvier de l'année précédente. La trajectoire générale masque cependant des dynamiques contrastées selon les catégories de produits.

Les céréales affichent une légère progression mensuelle de 0,2 %, malgré des cotations du blé et du maïs quelque peu en retrait. Les inquiétudes liées aux conditions climatiques affectant certaines récoltes ont été contrebalancées par l'abondance des réserves mondiales de blé. Le riz constitue une exception notable au sein de ce groupe, son indice ayant augmenté de 1,8 %, stimulé par une demande soutenue pour ses variétés aromatiques.

À l'inverse, le secteur des produits laitiers connaît une correction significative, avec un recul de 5,0 % de son indice. Cette chute est large-



ment imputable à la baisse des prix du fromage et du beurre, bénéficiant d'une offre copieuse. Seule la poudre de lait écrémé tire son épingle du jeu, ses cours se raffermissant grâce à une demande importatrice dynamique en provenance de plusieurs régions d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie.

Parallèlement, l'indice des huiles végétales enregistre une hausse sensible de 2,1 %. Cette appréciation est portée par le renchérissement de l'huile de palme, confrontée à un ralentissement saisonnier de la

production en Asie du Sud-Est tandis que la demande internationale reste ferme. Les huiles de soja et de tournesol voient également leurs prix rebondir. Côté viandes, l'indice global diminue légèrement de 0,4 %. La volaille connaît une augmentation tarifaire, tandis que les prix des viandes bovine et ovine demeurent globalement stables. Enfin, le sucre voit son indice baisser de 1,0 %, une évolution liée aux perspectives d'une production mondiale en hausse pour la campagne en cours, notamment en Inde, en Thaïlande et au Brésil.

Dans un autre registre, la FAO a actualisé à la hausse ses anticipations concernant la production céréalière mondiale pour 2025, qu'elle estime désormais à 3 023 millions de tonnes. Cette révision s'appuie sur des récoltes records attendues pour le blé, les céréales secondaires et le riz. L'organisation prévoit simultanément une augmentation notable des réserves mondiales de céréales, qui devrait porter le ratio stocks-utilisation à son niveau le plus élevé depuis plus de deux décennies.

N.B

AQUACULTURE EN CAGE FLOTTANTE NOUVEL ESPOIR POUR L'AUTOSUFFISANCE HALIEUTIQUE DU BURKINA FASO

Le Burkina Faso demeure fortement tributaire des importations pour satisfaire la demande nationale en produits halieutiques, celles-ci couvrant près de 80 % des besoins du marché. Afin d'inverser cette tendance et de renforcer l'offre locale, les autorités ont engagé une stratégie ambitieuse de développement de l'aquaculture, appelée à compléter une production nationale encore largement dominée par la pêche traditionnelle.

C'est dans ce cadre qu'Ismael Sombié, ministre de l'Agriculture, a procédé, le mercredi 4 février, à l'inauguration d'un nouveau projet aquacole à Dori, dans la région du Liptako, au nord-est du pays. Selon les informations communiquées par son département, cette initiative repose sur l'élevage de poissons en cages flottantes installées sur la retenue d'eau du barrage de Yakouta. Ce dispositif constitue une approche moderne qui consiste à immerger et fixer des cages sur des plans d'eau afin d'optimiser la croissance et la productivité des espèces élevées. À l'occasion de la cérémonie, 22 cages ont été mises en service et peuplées de plus de 150 000 alevins. Une seconde phase est déjà programmée, avec l'objectif de porter le nombre de cages à 50 et d'atteindre une capacité annuelle de production estimée à 200 tonnes de poissons.

Ce projet s'inscrit dans un mouvement plus large qui témoigne de l'intérêt croissant des acteurs publics et privés pour la pisciculture en cage flottante, désormais perçue comme un levier stratégique du développement aquacole national. Avant Dori, cette technique avait déjà été testée avec succès en avril 2024 sur le site du barrage de Samandéni, dans la région des Hauts-Bassins. Menée dans le cadre de l'Offensive agropastorale et halieutique, cette première expérience avait vu l'installation initiale de 180 cages flottantes. Les autorités affichaient alors l'ambition de porter la production annuelle à 54 000 tonnes, en s'appuyant sur l'implication d'investisseurs privés.

Dans la continuité de cette dynamique, un autre projet, soutenu par le fonds de souveraineté



alimentaire « Dumu Ka Fa », a été lancé sur le plan d'eau du barrage de Bagré. Mobilisant au départ 44 promoteurs privés, cette initiative pourrait générer jusqu'à 1 500 tonnes de poissons par an, contribuant ainsi à renforcer la production locale et à stimuler l'économie rurale.

Malgré ces avancées, la part de l'aquaculture dans l'approvisionnement national demeure encore très limitée. D'après les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les captures totales de poissons au Burkina Faso ont atteint 31 406 tonnes en 2023, mais seulement 1 127 tonnes provenaient de l'aquaculture, le reste étant issu de la pêche. Dans le même temps, la consommation apparente s'est élevée à 241 441 tonnes, ce qui met en évidence un déficit supérieur à 200 000 tonnes, largement compensé par le recours massif aux importations.

Les chiffres de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) confirment cette

dépendance structurelle. Entre 2020 et 2024, le pays a importé en moyenne 165 141 tonnes de produits halieutiques par an, pour une facture globale de 19,3 milliards de francs CFA, soit environ 34,7 millions de dollars. Une situation qui pèse lourdement sur la balance commerciale et souligne l'urgence de renforcer la production nationale.

Dans ce contexte, les autorités burkinabè entendent accélérer le développement de l'aquaculture. Les estimations officielles évaluent le potentiel théorique du secteur à 110 000 tonnes de poissons par an, alors que moins de 1 % de cette capacité est actuellement exploitée. Pour encourager l'investissement, le gouvernement a introduit, dans la loi de finances rectificative de 2025, une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux aliments pour poissons. Cette mesure vise à alléger les coûts de production et à rendre l'activité plus attractive pour les opérateurs.

Cette orientation se justifie d'autant plus que l'alimentation représente environ 80 % du coût total de la production aquacole en Afrique. Dans un rapport publié le 19 janvier par le Forum économique mondial, il est souligné que les difficultés d'approvisionnement en aliments spécialisés contribuent à renchérir les coûts de production de 10 à 20 % par rapport à la moyenne mondiale. En réduisant cette contrainte, le Burkina Faso espère créer un environnement plus favorable à l'essor du secteur et mieux valoriser son potentiel hydrique.

Reste désormais à mesurer l'impact réel de cet engouement pour la pisciculture en cage flottante. Si les investissements se confirment et si les dispositifs d'accompagnement sont maintenus, cette approche pourrait devenir un pilier majeur de la sécurité alimentaire nationale, tout en ouvrant de nouvelles perspectives économiques pour les régions rurales du pays.

N.B

GHAZA EXPOSÉE À BRUXELLES

DES CLICHÉS POUR TÉMOIGNER DE LA MONSTRUOSITÉ SIONISTE

À Bruxelles, une exposition itinérante de photographies de l'UNRWA dévoile le quotidien des habitants de Gaza sous le siège et les bombardements de l'agression sioniste. À travers ces images, l'agence onusienne entend offrir une tribune aux Palestiniens et alerter sur la persistance de la crise humanitaire.

Par Yakout Abina

Une exposition de photographies consacrée au génocide perpétré à Gaza a été inaugurée mercredi dernier à Bruxelles. Les clichés présentés mettent en lumière l'ampleur des destructions dans l'enclave palestinienne et témoignent des conditions de vie jugées « insupportables ».

Intitulée « Ghaza à travers leurs yeux », l'exposition est prévue de durer jusqu'au 1er mars 2026, rassemblant une série d'images réalisées par les équipes de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) sur le terrain. Les clichés de cette exhibition offrent un témoignage direct de la vie quotidienne des habitants de Gaza dans le contexte de l'agression sioniste génocidaire, à travers lesquels le public découvre à la fois le travail documentaire de ces photographes et la réalité qu'ils ont pu observer malgré des conditions extrêmement dangereuses, auxquelles les photographes de l'UNRWA faisaient face et ont poursuivi leur mission de documentation à Gaza. Sous le siège et au milieu des bombardements incessants de l'armée d'occupation sioniste.

Dans une publication sur les réseaux sociaux, l'UNRWA souligne que les médias internationaux restent empêchés d'accéder à la bande de Gaza pour couvrir de manière indépendante les conséquences du conflit. L'agence onusienne précise que, malgré ces restrictions et les risques encourus, ses photographes ont poursuivi leur travail de documen-



tation, capturant la vie quotidienne sous le siège et les bombardements. Selon l'UNRWA, l'exposition qui voyagera ensuite à Madrid, Dublin et Paris constitue une tribune pour les habitants de Gaza afin de faire entendre leur voix. La considérant comme « un appel à ne pas ignorer la réalité ».

Lors de l'ouverture de l'exposition, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a souligné que la crise humanitaire à Gaza se poursuit toujours dénonçant ce qu'il qualifie de « violations flagrantes du droit international » par l'entité sioniste. Il a rappelé que, malgré le rôle central de l'UNRWA dans la fourniture de soins de santé et d'éducation à Gaza, la po-

pulation demeure confrontée à de graves pénuries, déplorant ainsi le manque persistant de logements, de nourriture et de services essentiels.

Philippe Lazzarini a par ailleurs dénoncé les récentes mesures prises par cette entité, où il affirme que les bâtiments de l'UNRWA ont été privés d'eau et d'électricité et que son siège de Cheikh Jarrah a été détruit. Il a souligné que ces actions contreviennent aux obligations prévues par le droit international, notamment par la Charte des Nations unies et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations unies.

Y.A

CRISE HUMANITAIRE À GHAZA MANSOUR SOULIGNE L'URGENCE DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS

Représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations Unies, Riyad Mansour, a de nouveau souligné la nécessité de répondre aux besoins nécessaires et humanitaires des Palestiniens à Ghaza, accentués par la saison hivernale, de plus en plus difficile, cette année. S'entretenant jeudi avec le chef du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Alexander De Croo, au siège des Nations unies à New York, Mansour "a souligné la nécessité de répondre aux besoins nécessaires et humanitaires des citoyens, surtout à la lumière des conditions hivernales difficiles, en plus des préparatifs en cours pour la phase de reconstruction de la bande de Ghaza". De son côté, De Croo a confirmé qu'"il se rendra bientôt dans l'Etat de Palestine pour examiner de près les conditions vécues par les citoyens sur le terrain et communiquer avec les autorités compétentes, en particulier le gouvernement palestinien, pour la coordination et le suivi". Les deux parties ont également discuté des relations bilatérales de longue date entre le PNUD et le gouvernement palestinien et des moyens de les développer.

Ces dernières ont également convenu de poursuivre des réunions conjointes et de suivre divers sujets et questions, afin de permettre au programme de mener à bien ses tâches efficacement.

RI

RÉOUVERTURE DU PASSAGE DE RAFAH UNIQUEMENT POUR LES PERSONNES LA CRISE HUMANITAIRE À GHAZA PARTIE POUR DURER ?

«Le porte-parole de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Jonathan Fowler, a déclaré que "la réouverture du passage de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, uniquement pour les personnes, sans permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, ne mettra pas fin à la catastrophe humanitaire qui s'aggrave à Ghaza".

S'exprimant jeudi soir lors d'une conférence de presse à New York, il a averti qu'ouvrir le passage de Rafah uniquement pour les personnes, sans permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, ne change rien à la situation dramatique dans l'enclave palestinienne". Précisant que la situation humanitaire avait connu une légère amélioration durant l'été 2025, mais que celle-ci restait très limitée par rapport à l'ampleur de la catastrophe, il a fait observer que "l'augmentation partielle des importations de produits commerciaux et humanitaires ne compense pas la destruction massive causée par cette crise humanitaire artificielle". Fowler a souligné, dans ce contexte, que "la tragédie demeure visible? : les enfants souffrent encore de la faim, les fournitures médicales sont insuffisantes, les maladies se propagent, et les systèmes d'eau et d'assainissement sont au bord de l'effondrement, tandis que le manque de matériel d'hébergement persiste". Selon lui, 600 camions par jour représentent le minimum nécessaire pour assurer la survie de la population, avertissant que "tout chiffre inférieur signifie la poursuite de la crise, surtout avec les restrictions imposées sur les types d'aides et les heures d'ouverture des points de passage". Par ailleurs, le porte-parole a souligné que "la continuité du blocage des activités de l'UNRWA après la trêve reflète un choix politique, visant la plus grande organisation humanitaire opérant à Ghaza, malgré sa préparation, son expérience et ses capacités opérationnelles étendues.

Fowler a conclu en insistant sur le fait que "le respect du droit humanitaire international et des principes humanitaires fondamentaux reste un impératif incontournable".

RI

PAKISTAN 216 TERRORISTES ÉLIMINÉS À L'ISSUE D'UNE OPÉRATION SÉCURITAIRE AU BALOUTCHISTAN

L'armée pakistanaise a annoncé jeudi qu'au moins 216 terroristes ont été éliminés à l'issue d'une opération antiterroriste dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays. Par ailleurs, 22 membres des forces de sécurité et de l'ordre, ainsi que 36 civils ont été tués lors d'attaques menées par les terroristes, a rapporté l'armée dans un communiqué. Selon le communiqué, cette opération a débuté le 29 janvier, suite à des informations vérifiées indiquant la présence de terroristes posant

une menace imminente pour la population locale. Par ailleurs, une campagne élargie d'opérations basées sur le renseignement a été lancée dans plusieurs régions afin de démanteler les cellules terroristes dormantes à travers des efforts soutenus de ratissage et de nettoyage. Une importante cache d'armes, de munitions, d'explosifs et d'autres équipements d'origine étrangère a été découverte lors de ces opérations.

RI

PALESTINIENS DÉTENUS DANS LES PRISONS SIONISTES ILS SONT 9.300

Le Club des prisonniers palestiniens a indiqué, jeudi, que plus de 9.300 détenus se trouvaient dans les prisons de l'occupation sioniste jusqu'au début du mois de février en cours. Dans un communiqué, le Club a indiqué que "parmi les détenus, figurent 56 femmes et 350 enfants, incarcérés par l'occupation dans les prisons de Megiddo et d'Ofer".

Il a précisé que les données publiées par les institutions palestiniennes de défense des prisonniers, ainsi que celles annoncées par l'administration pénitentiaire de l'occupation "ont montré que le nombre de détenus administratifs a atteint 3.358, soit la proportion la plus élevée par rapport aux détenus condamnés et aux personnes en détention provisoire". Par

ailleurs, des forces nationales et des institutions palestiniennes de défense des prisonniers ont appelé à l'organisation de rassemblements devant les sièges du "Comité international de la Croix-Rouge" pour dénoncer les crimes de l'occupation sioniste à l'encontre des prisonniers et détenus, dans un contexte de recrudescence des violations au sein des prisons sionistes, et afin de transmettre un message exhortant la communauté internationale à assumer ses responsabilités à l'égard des prisonniers.

Les organisateurs ont, en outre, affirmé la poursuite de la mobilisation populaire à tous les niveaux en soutien à la cause des prisonniers.

RI

IRAN-USA LES DEUX PAYS SONT CONVENUS DE "POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS"

L'Iran et les Etats-Unis sont convenus de "poursuivre" leurs négociations, a indiqué le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, à l'issue d'une première session de pourparlers tenue vendredi à Mascate (Oman). "Dans une atmosphère très positive, nos idées ont été échangées et les points de vue de l'autre partie nous ont été présentés", a déclaré M. Araghchi à la télévision d'Etat iranienne, ajoutant que les deux parties étaient "convenues de poursuivre les négociations, mais que les modalités et le calendrier seraient décidés ultérieurement". "La marche à suivre dépendra de nos consultations avec nos capitales", a-t-il souligné, exprimant l'espoir que les Etats-Unis s'abstiennent de "menaces et de pressions" afin que "les pourparlers puissent se poursuivre". Il a encore indiqué, selon l'agence de presse officielle Irna, que les discussions se concentrent "exclusivement sur la question nucléaire". "Nous n'abordons aucun autre sujet avec les Américains", a-t-il fait savoir.

RI

ANNABA S'OUVRE AU NUMÉRIQUE ET À L'ENTREPRENEURIAT UNE DYNAMIQUE NATIONALE AU SERVICE DE L'INNOVATION ET DE LA JEUNESSE

Jeudi dernier, la wilaya d'Annaba a accueilli l'ouverture de la cinquième édition du Salon de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique, qui a enregistré une forte participation de plus de 100 grandes entreprises technologiques et start-up. Cette édition avait pour thème « Concevons le futur ».

Par Ikram Haou

D'après le commissaire du salon, M. Hamza Kermiche, cette édition a bénéficié d'une large attention ainsi que du soutien de nombreux ministères et de l'ensemble des autorités locales, notamment le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi que le Haut-Commissariat à la numérisation. Selon M. Kermiche, cela témoigne de l'intérêt considérable que l'État accorde au domaine de l'entrepreneuriat afin de le consolider et de le développer dans l'est du pays, d'autant plus que cette édition comprend un programme riche visant à accélérer la transformation numérique dans de nombreux secteurs vitaux, a-t-il ajouté.

Il a noté que la cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la su-



pervision du secrétaire général de la wilaya, Abdelhakim Fekraoui, en présence d'experts internationaux venus de Grande-Bretagne, d'Allemagne et de Tunisie, ainsi que d'universitaires d'Annaba, de Guelma et d'El Tarf, qui ont enrichi l'évènement en présentant et en partageant leur expertise dans le domaine des applications de l'intelligence artificielle (IA) et des systèmes d'agriculture de précision avec les participants.

Durant le premier jour du salon, et en plus des activités d'ouverture, trois séminaires techniques ont été organisés, consacrés aux orientations nationales relatives à l'intégration des technologies nu-

mériques dans divers domaines, tels que la santé, l'enseignement et l'agriculture. Cela avait pour objectif d'ouvrir la voie vers la souveraineté numérique et alimentaire à travers des solutions techniques locales, a expliqué M. Kermiche. De plus, le chargé de communication du salon, M. Taha Bensidhoum, a lancé en parallèle un concours entre 47 projets innovants issus de 23 wilayas, dont les porteurs rivalisent pour convaincre les investisseurs de les financer, ainsi qu'un autre concours sur le thème « L'homme contre l'intelligence artificielle », opposant des créateurs de contenu.

Ce salon a également pour vo-

lonté d'organiser des workshops réunissant des directeurs d'incubateurs universitaires et des représentants du secteur économique afin de promouvoir une intégration au service de l'intérêt public, en activant les mécanismes de coopération institutionnelle et en accompagnant les start-up durant les phases de commercialisation et de développement. Le commissaire du salon, M. Hamza Kermiche, a indiqué que le premier jour a connu une très forte affluence de visiteurs, majoritairement des jeunes, tandis que le nombre d'inscrits sur la plateforme numérique du salon a dépassé les 10 000. En résumé, il a souligné que l'entrepreneuriat numérique suscite un intérêt considérable auprès des jeunes. Il s'agit ainsi d'un projet d'investissement prometteur qui bénéficie de l'attention de l'État, à travers le soutien et la valorisation des jeunes talents.

En effet, l'entrepreneuriat numérique en Algérie est considéré comme un nouveau front essentiel pour renforcer l'économie nationale et suivre le rythme des évolutions technologiques modernes. Notons que cet évènement s'inscrit dans un contexte de croissance rapide, soutenu par la stratégie « Algérie numérique 2030 », visant à diversifier l'économie à travers les start-up et l'e-commerce, avec pour objectif d'atteindre 20 000 start-up d'ici à l'année 2029.

I.H

DU NOUVEAU POUR L'HÉPATITE B PREMIER TEST DE DÉPISTAGE PAR PIQÛRE AU DOIGT

Par Salim Nait Ouguelmim

Une équipe de chercheurs australiens a mis au point une avancée scientifique majeure dans le domaine du diagnostic médical en démontrant qu'un simple test de piqûre au doigt permettant de détecter l'ADN du virus de l'hépatite B offre une précision comparable à celle des analyses réalisées dans les laboratoires spécialisés.

Cette innovation, révélée jeudi, constitue une première mondiale et ouvre de nouvelles perspectives pour l'amélioration de l'accès au dépistage, notamment dans les régions isolées et les zones à faibles ressources médicales. Publiée dans la revue scientifique Journal of Clinical Microbiology, l'étude souligne que ce test rapide, réalisable directement sur le lieu de consultation, permet d'obtenir des résultats fiables en moins d'une heure. Contrairement aux méthodes traditionnelles, qui nécessitent un acheminement des prélèvements vers des laboratoires centralisés et entraînent souvent des délais importants, ce dispositif peut être utilisé dans des cliniques locales, des centres de santé communautaires ou lors de campagnes mobiles de dépistage. Selon un communiqué de l'Institut Kirby de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, cette approche permet de surmonter de nombreux obstacles logistiques et d'accélérer la prise en charge médicale. La professeure Gail Matthews, responsable de cette recherche, a souligné que les essais cliniques menés ont démontré une très forte concordance entre les résultats du test par piqûre au doigt et ceux obtenus par les méthodes de laboratoire classiques.

Elle a indiqué que cette précision élevée représente une avancée décisive dans la lutte contre l'hépatite B, car elle facilite un diagnostic précoce et fiable, condition essentielle pour initier rapidement un traitement et limiter les complications. Cette découverte pourrait transformer les stratégies de dépistage à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays en développement, les zones rurales ou les régions confrontées à un manque d'infrastructures médicales. En élargissant l'accès aux tests, elle contribuerait à identifier davantage de personnes infectées, souvent asymptomatiques, et à renforcer la prévention de la transmission du virus. L'hépatite B est une infection virale grave qui s'attaque au foie et peut évoluer vers des maladies chroniques telles que la cirrhose ou le cancer hépatique. Selon les données internationales, environ 254 millions de personnes vivent actuellement avec une hépatite B chronique dans le monde, et cette pathologie provoque plus d'un million de décès chaque année. Malgré l'existence d'un vaccin efficace, la couverture vaccinale reste insuffisante dans plusieurs régions, et seule une faible proportion des patients bénéficie d'un suivi médical approprié. L'Organisation mondiale de la santé estime en effet qu'à peine 8 % des personnes atteintes reçoivent un traitement adapté. Dans ce contexte, ce nouveau test représente un outil stratégique susceptible de soutenir les efforts mondiaux visant à atteindre l'objectif fixé par l'OMS : éliminer l'hépatite B en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, en améliorant le dépistage, la prévention et l'accès aux soins.

SNO

OPHTALMOLOGIE PLUS DE 7.000 INTERVENTIONS CHIRURGICALES À L'HOPITAL ALGÉRO-CUBAIN EN 2025

Quelque 7.099 interventions chirurgicales compliquées en ophtalmologie ont été effectuées en 2025 par les spécialistes de l'établissement hospitalier spécialisé algéro-cubain, dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris, jeudi, auprès de sa direction.

Les spécialistes en chirurgie ophtalmique ont également effectué, durant la même année, 15.856 autres interventions de moyennes complications, a précisé le premier responsable de cet établissement dédié uniquement aux pathologies ophtalmiques, Farah Mohamed El-Habib. Cela a été rendu possible grâce à l'encadrement médical et paramédical, ainsi qu'aux équipements médicaux ultramodernes dont dispose cet établissement public, créé il y a 14 ans à Bechar dans le cadre de la coopération médicale algéro-cubaine, sachant que cet établissement continue de se distinguer par son expertise, a-t-il signalé. En plus de ces opérations médicales et chirurgicales réalisées dans les blocs opératoires de l'établissement, un total de 74.311 consultations spécialisées en ophtalmologie a été enregistré durant la même année, a-t-il indiqué. Celles-ci ont bénéficié à des patients issus aussi bien des wilayas du Sud-ouest que des autres régions du Nord du pays, a-t-il précisé. Par ailleurs, 12.630 consultations générales en ophtalmologie ont également été réalisées, durant la même période, au profit des patients provenant des mêmes régions, ce qui confère à cet établissement hospitalier une dimension nationale, selon Farah Mohamed El-Habib. Cette structure hospitalière spécialisée dispose de plusieurs services médicaux avancés, notamment en rétinopathie, chirurgie réfractive, glaucome, chirurgie esthétique, ophtalmologie pédiatrique, cataracte, chirurgie du strabisme, et bien d'autres, indique le même responsable, précisant que l'encadrement de ces services médicaux est assuré par une équipe composée de 15 spécialistes en ophtalmologie, 12 optométristes, 3 médecins généralistes, 2 anesthésistes, un médecin responsable du laboratoire d'analyses médicales et 32 agents paramédicaux. En plus de ses activités dans le domaine des consultations et de la chirurgie ophtalmique, l'établissement dispose également d'une structure d'hospitalisation des patients, a-t-il expliqué. Ces soins s'inscrivent dans le cadre d'un protocole médical spécialisé visant une prise en charge optimale des patients atteints de différentes pathologies ophtalmiques, a-t-il souligné.

RSHT

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

UN CONCOURS POUR RÉCOMPENSER LES COMMUNES...ÉCOLOGIQUES

Le ministère de l'Environnement a lancé, depuis la wilaya de Tizi-Ouzou, un concours national visant à récompenser les communes les plus engagées dans la protection de l'environnement. Cette initiative met en avant les efforts collectifs, la participation citoyenne et les pratiques durables. Les lauréats seront distingués le 5 juin prochain, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

Par Chaimaa Sadou

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a procédé, jeudi, au lancement officiel du concours national de la meilleure commune écoresponsable. L'initiative incite les communes à renforcer leurs actions pour protéger l'environnement et gérer durablement les déchets.

Le lancement a eu lieu dans la commune de Yakourene, au village Aït Bouhini, lauréat du premier prix de la 12^e édition du concours Rabah-Aissat du village le plus propre, organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou. À cette occasion, la ministre a salué les efforts communautaires déployés par les ha-



bitants, notamment en matière de recyclage et de préservation du cadre de vie.

Mme Krikou a souligné que ce concours national vise à promouvoir la culture environnementale et à renforcer l'implication de la société civile dans le développement durable. Elle a présenté Aït Bouhini comme un modèle de gestion participative et de ci-

toyenneté écologique.

Au cours de sa visite, la ministre a également supervisé le lancement des activités du club vert de l'école primaire Seddiki Ahmed. L'établissement a été doté de matériel de jardinage ainsi que d'une serre pédagogique, afin de sensibiliser les élèves aux pratiques écologiques dès le plus jeune âge.

Par ailleurs, Mme Krikou a visité une exposition dédiée aux associations environnementales et aux projets de jeunes investisseurs. Ces projets, inscrits dans le cadre de l'économie circulaire, sont spécialisés dans le recyclage et la valorisation des déchets. Elle a insisté sur la nécessité de soutenir les projets innovants ayant un impact positif sur l'économie nationale et la préservation des écosystèmes.

Une exposition consacrée aux activités de la femme rurale a également retenu l'attention de la ministre. Des autorisations de collecte de déchets ménagers ont, en outre, été remises à des opérateurs dans le domaine de la récupération des déchets.

La visite ministérielle s'est achevée par une opération de plantation d'oliviers au village Aït Bouhini. Un geste qui illustre l'engagement des autorités pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique.

À travers ce concours national, les pouvoirs publics entendent valoriser les initiatives locales exemplaires et encourager une mobilisation collective pour un environnement sain. Cette démarche confirme l'importance accordée à la participation citoyenne et à l'économie verte dans les politiques publiques nationales.

C.S

GRANDE CAMPAGNE DE REBOISEMENT LE 14 FÉVRIER PROCHAIN CINQ MILLIONS D'ARBRES SERONT PLANTÉS!

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a annoncé, vendredi dans un communiqué, l'organisation d'une grande campagne de reboisement pour la plantation de cinq (5) millions d'arbres le 14 février courant, suite au succès de la campagne nationale de reboisement menée en octobre dernier. "Une grande campagne de reboisement sera organisée le 14 février pour planter cinq (5) millions d'arbres, dans le cadre

d'un effort national continu visant à protéger les forêts et à renforcer le couvert végétal", et ce, "après le franc succès de l'opération nationale de reboisement du 25 octobre, qui a vu la plantation de 1.410.000 arbres grâce à la mobilisation des citoyens, des associations, des jeunes et de diverses institutions", précise le communiqué. Outre le ministère, cette opération verra la participation de la Direction générale des forêts (DGF) ainsi que

l'association "Algérie Verte", "dans le cadre d'une vision visant à préserver les ressources naturelles et à ancrer la culture de la citoyenneté environnementale", ajoute la même source. Dans son communiqué, le ministère a appelé à une participation massive à cette campagne, tant de la part des citoyens que des associations, des entreprises, des scouts, des étudiants et des élèves.

R.ENV

CRIME ENVIRONNEMENTAL AU LIBAN L'ENTITÉ SIONISTE A PULVÉRISÉ DU GLYPHOSATE SUR DES TERRES AGRICOLES

Par Ali Boudefel

L'entité sioniste a procédé à une pulvérisation de glyphosate sur des zones du territoire libanais, notamment des terres agricoles, ont indiqué mercredi les autorités de Beyrouth, tandis que l'Organisation des Nations unies exprimait déjà ses préoccupations quant aux conséquences de cette opération sur les terres agricoles et sur la santé des populations à long terme.

À la suite de prélèvements effectués sur le terrain, les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ont annoncé avoir identifié la présence de glyphosate dans plusieurs échantillons de sol, mettant en garde contre les atteintes portées à la production agricole ainsi qu'à la fertilité des terres. Dans un communiqué conjoint, les deux départements ont précisé que certaines analyses révélaient des taux de concentration compris entre vingt et trente fois la moyenne observée dans la région, ce qui suscite de vives inquiétudes quant aux effets durables sur les écosystèmes locaux.

Le président libanais, Joseph Aoun, a fermement condamné ces actes, les

qualifiant de violation manifeste de la souveraineté nationale et de crime à la fois environnemental et sanitaire. De son côté, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) avait annoncé, dans un communiqué publié lundi, avoir été informée la veille par l'armée sioniste d'une opération présentée comme la pulvérisation d'une substance chimiquement prétendument non toxique. La force onusienne a toutefois rappelé qu'il ne s'agissait pas d'un cas isolé, dénonçant le recours répété à des substances chimiques inconnues larguées depuis des avions au-dessus du territoire libanais, et jugeant ces pratiques inacceptables. Elle a également souligné que cette situation faisait naître de sérieuses craintes quant aux répercussions de ces produits sur les terres agricoles, mais aussi sur le retour durable des civils dans les zones concernées et sur leurs moyens de subsistance. Dans ce contexte, le ministère libanais des Affaires étrangères a fait savoir qu'il envisageait de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU afin que cette affaire soit examinée au plus haut niveau international.

A.B

QUELS RISQUES POUR LE SOL?

Le glyphosate, un herbicide largement utilisé pour éliminer les mauvaises herbes, exerce plusieurs effets notables sur les terres agricoles, notamment sur la qualité biologique et la fertilité des sols. Son usage répété peut perturber l'équilibre naturel du sol en affectant l'activité des micro-organismes indispensables à la décomposition de la matière organique et à la libération des nutriments. Cette perturbation se traduit souvent par une diminution de la biodiversité microbienne, un appauvrissement progressif du sol et une dégradation de sa structure, le rendant plus compact et moins perméable à l'air et à l'eau. À long terme, ces modifications compromettent la capacité du sol à retenir l'humidité et à nourrir efficacement les cultures. Par ailleurs, le glyphosate peut limiter l'absorption de certains éléments minéraux essentiels tels que le fer, le manganèse et le zinc, ce qui peut ralentir la croissance des plantes, affaiblir leur système immunitaire et accroître leur vulnérabilité aux maladies. Bien que ce produit facilite le désherbage et permette un gain de temps et de main-d'œuvre, son utilisation excessive peut donc entraîner une baisse progressive de la productivité agricole, en fragilisant les équilibres biologiques nécessaires au bon fonctionnement des écosystèmes cultivés. En outre, le glyphosate et son principal produit de dégradation, l'AMPA, peuvent persister dans le sol pendant des périodes variables, allant de quelques jours à plusieurs mois, voire plusieurs années, selon les conditions climatiques, la nature du sol et les pratiques agricoles. Cette persistance favorise le risque de contamination des nappes phréatiques et des cours d'eau, contribuant ainsi à la pollution des écosystèmes aquatiques et à la dégradation de la qualité de l'eau. L'usage intensif du glyphosate favorise également l'émergence de mauvaises herbes résistantes, phénomène qui oblige les agriculteurs à augmenter les doses ou à multiplier les traitements, ce qui accentue encore les impacts environnementaux. Ce cercle vicieux renforce la dépendance aux intrants chimiques et rend les systèmes agricoles moins durables. Il va de soi que le glyphosate à un certain dosage peut rendre stériles les terres agricoles.

A.B

RATIONALISATION DE NOTRE CONSOMMATION ALIMENTAIRE UNE CULTURE À ACQUÉRIR

Dès le mois de janvier, le ministère chargé de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine a initié une vaste opération de sensibilisation à l'échelle du pays. Cette action, qui se déroule avant et pendant le mois de Ramadan, a pour objectif d'ancrer une conduite de consommation plus raisonnée.

Par Malek Gaya

Cette campagne nationale, dont le lancement répond aux directives de la ministre Soraya Mouloudji, est mise en œuvre sous l'égide des Directions de l'Action Sociale (DAS) dans toutes les wilayas depuis la mi-janvier. Son thème central affirme que la rationalisation des dépenses, gage d'une vie meilleure, engage la responsabilité de chaque individu.

Conformément aux attributions de son secteur, le ministère organise cette initiative pour répondre aux préoccupations des citoyens. Elle participe aux efforts nationaux visant



à promouvoir une consommation responsable, spécialement pour les biens de large usage. Cette période est cruciale, les famalgériennes pré-

parant l'accueil du mois sacré.

Sur le terrain, les nombreuses cellules de proximité de solidarité (plus de 300) ont lancé des actions intensives. Elles ciblent les marchés, les supermarchés, les zones commerciales, ainsi que les places publiques et lieux très fréquentés.

Pour son exécution, ces cellules mobilisent leur expertise et leur relation de confiance avec les familles. Elles emploient des outils de communication sociale modernes, combinant contact direct et supports interactifs. Leur travail s'effectue en coordination avec les acteurs locaux et la société civile, en privilégiant le dialogue avec le citoyen pour une transmission optimale des messages. Cette opération, qui se prolongera jusqu'à la fin du Ramadan, guide le citoyen vers une approche rationnelle. Elle encourage à n'acquiescer que le nécessaire, sans sur-enchère, en rappelant la disponibilité des produits de base. Elle met en garde contre les comportements néfastes comme l'accumulation ou le gaspillage, pratiques qui perturbent le budget des ménages et l'équilibre du marché.

M.G

AUDIENCE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ AIT MESSAOUDENE RENCONTRE LES MEMBRES DU SNPSSP

Par Tinhinane Mohammédi

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a poursuivi son cycle de réunions avec les partenaires sociaux en recevant, jeudi dernier, une délégation du Syndicat national des praticiens spécialistes de la Santé publique (SNPSSP). L'entretien s'est tenu au siège du ministère, avec le bureau national du syndicat conduit par son président, le Dr Mohamed Iddir, et en présence des membres du comité ministériel chargé du dialogue social.

Les échanges ont porté sur diverses questions et préoccupations professionnelles touchant les

spécialistes en santé publique. Le ministre a rendu hommage au rôle essentiel qu'ils jouent dans les structures publiques, saluant leur contribution à l'amélioration de la prise en charge des patients et à la performance globale du système de santé.

De son côté, le président du SNPSSP a dressé un tableau détaillé des missions de ces praticiens et a énuméré les principaux défis d'ordre professionnel et réglementaire auxquels ils sont confrontés sur le terrain. La rencontre a aussi permis d'aborder plusieurs sujets de préoccupation et d'avancer des propositions, concernant notamment les statuts, le régime indemnitaire, le cadre des concours professionnels pour l'avancement de grade, ainsi que l'amélioration des conditions d'exercice.

Le ministre a exprimé son soutien total à toute initiative destinée à revaloriser et à adapter les missions des spécialistes, afin de leur permettre de travailler dans des conditions optimales. Il a également informé la partie syndicale des moyens envisagés pour développer les services de santé, citant notamment le jumelage et le tutorat comme outils efficaces pour partager les expertises et renforcer les compétences au sein des établissements. En conclusion de la réunion, les deux parties ont réitéré leur volonté commune de maintenir un dialogue et une coordination soutenus, dans l'intérêt supérieur des professionnels et avec pour finalité d'améliorer la qualité des services de santé délivrés aux citoyens.

T.M

RISQUES PROFESSIONNELS LA CULTURE DE LA PRÉVENTION MISE EN AVANT À SÉTIF

Les participants aux 2èmes journées nationales de santé au travail, ont mis en avant, vendredi à Sétif en ouverture des travaux, "l'importance de promouvoir une culture de prévention des risques professionnels et de renforcer les mesures de sécurité dans le secteur agroalimentaire".

Le Dr Nadia Cherikh, médecin du travail au centre hospitalo-universitaire de Ben Aknoun (Alger), a souligné, dans son intervention, "le rôle vital du médecin du travail dans la protection des travailleurs du secteur agroalimentaire, en surveillant les conditions de travail et en prévenant les risques professionnels par une application correcte des mesures sanitaires nécessaires". Elle a également appelé à une "formation continue" qui bénéficierait aux travailleurs de ces secteurs ainsi qu'aux responsables de la restauration, dans l'ensemble des secteurs, afin de renforcer la culture de la sécurité au travail et faire appliquer au mieux les pratiques sanitaires sur les lieux de travail.

De son côté, le chef du service de médecine du travail au centre hospitalo-universitaire Saâdna-Abdennour de Sétif, le Dr Mohamed Hamadouche, a indiqué que l'objectif principal de la médecine du travail réside dans la sensibilisation et la prévention des accidents du travail et des maladies

professionnelles afin de protéger la santé des travailleurs et de garantir un environnement de travail sûr et efficace dans tous les sites du secteur agroalimentaire.

Cette rencontre médicale, organisée sous le slogan "Le secteur agroalimentaire : de l'identification des risques à la prévention", vise également à promouvoir une culture de prévention et à améliorer les conditions de santé et de sécurité au travail dans ce secteur, a-t-on indiqué. Le programme de la rencontre comprend des interventions scientifiques spécialisées dédiées aux différents risques professionnels liés à l'activité agricole et aux industries alimentaires, ainsi que des ateliers de formation au profit des agriculteurs, des éleveurs, des vétérinaires, des travailleurs des abattoirs, des minoteries, des restaurants et des unités de transformation des produits laitiers.

Organisée sous l'égide de la direction de la santé et de la population (DSP), et en coordination avec le centre hospitalo-universitaire Saâdna-Abdennour et l'université de Sétif-1, la rencontre donnera lieu à la présentation des derniers procédés préventifs, ainsi qu'à l'échange d'expertises entre acteurs des secteurs de la santé et du travail.

R.S

JOURNÉES MÉDICO-CHIRURGICALES PLUS DE 850 CONSULTATIONS MÉDICALES EFFECTUÉES À L'EPH DE SOUK EL TENINE

Plus de 850 consultations médicales ont été effectuées lors des journées médico-chirurgicales organisées du 1er au 6 février à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Souk El Tenine, dans la wilaya de Béjaïa, a-t-on appris vendredi auprès de cette structure de santé.

Au total, 850 consultations, couvrant plusieurs spécialités médicales, ont été assurées tout au long de la semaine par le staff médical ayant pris part à ces journées, organisées conjointement par l'EPH de Souk El Tenine et l'Association Santé, Humanisme et Innovation (ASHIFA), a indiqué à l'APS la directrice de l'établissement, Nora Deboub.

Dans le cadre de cette manifestation sanitaire, les équipes médicales ont également réalisé une cinquantaine d'interventions chirurgicales, ainsi que 48 échographies et 34 examens scanner, a ajouté Mme Deboub.

Elle a fait savoir, qu'en plus des consultations médicales et des interventions chirurgicales en cardiologie, gériatrie, dermatologie, pneumologie et rhumatologie, plusieurs sessions de formation ont été animées par des médecins spécialistes au profit du personnel soignant de l'hôpital.

Ces formations ont porté sur différents aspects de la pratique médicale, notamment la conduite à tenir face à l'hémorragie de la délivrance, les techniques de pansement, la perfusion sous-cutanée, ainsi que la sécurité du personnel hospitalier face aux accidents d'exposition au sang (AES).

La prise en charge de pathologies chroniques et fréquentes, telles que l'ostéoporose, l'insuffisance cardiaque et les accidents vasculaires cérébraux (AVC), a également été abordée lors de ces sessions, a précisé la même responsable. Par ailleurs, une journée scientifique a été consacrée à la maladie d'Alzheimer, sous le thème : "L'Alzheimer avancé: la femme algérienne face à la maladie, entre tabou et burn-out", animée par des médecins spécialistes. Mme Deboub a souligné l'importance "particulière" des thématiques abordées, notamment en matière d'amélioration des pratiques professionnelles et de la qualité de la prise en charge des patients.

L'événement s'inscrit dans une démarche de coopération médicale, de partage d'expertise et de renforcement des capacités de prise en charge, a-t-elle noté.

R.S

L'ÉVÉNEMENT CULTUREL

TROIS CHERCHEURS HONORÉS LORS DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU PRIX DÉDIÉ À L'EMIR ABDELKADER

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a dirigé mercredi à Alger la cérémonie officielle de remise du Prix Emir-Abdelkader pour la recherche et les études historiques, organisé pour la première fois, au cours de laquelle trois universitaires algériens ont été distingués pour la qualité de leurs travaux.

Par Yousra Dali

L'événement s'est tenu au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à l'occasion de la commémoration de la deuxième allégeance, dite Moubayaa, prêtée à l'Emir Abdelkader le 4 février 1833. Cette rencontre solennelle s'est déroulée en présence du conseiller du président de la République chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Nasreddine Bentifour, du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherif, de plusieurs parlementaires issus des deux chambres, ainsi que de responsables d'institutions culturelles, d'écrivains et d'intellectuels. Les lauréats de cette première édition, récompensés pour leurs recherches consacrées à la figure de l'Emir Abdelkader, sont Ouden Boughoufala, classé premier, Mohamed Rachid Miloud, arrivé en deuxième position, et Mohamed Besker, qui a obtenu la troisième place.

Dans son allocution, la ministre a souligné que l'expérience de l'Emir



Abdelkader démontre que l'Etat est avant tout le résultat d'un éveil de la conscience collective avant d'être une structure administrative, une idée fondatrice avant de se matérialiser en institutions, et un ensemble de valeurs morales avant de se traduire par des lois. Elle a mis en exergue la capacité de l'Emir à articuler la construction d'une armée avec l'édification d'une société, la conduite des batailles avec l'organisation de la vie quotidienne, ainsi que la défense du territoire avec la protection de la dignité humaine. Dans un contexte mondial marqué, selon elle, par un recul préoccupant du respect du droit international et par la montée de la logique de domination,

cette expérience conserve une portée exceptionnelle, rappelant que la souveraineté se conquiert par l'effort et que la légitimité découle de la volonté des peuples. A cette occasion, Mme Bendouda a annoncé la création d'un fonds documentaire dédié à l'Emir Abdelkader au sein de la Bibliothèque nationale algérienne, destiné à constituer un espace scientifique rassemblant l'ensemble des ressources relatives à cette personnalité emblématique. Le premier prix a été attribué à l'enseignant-chercheur Ouadhane Bougheffala pour son étude intitulée « L'Emir Abdelkader El Djazaïri, projet d'Etat et de Nation », tandis que la deuxième distinction est revenue au

professeur Mohamed Rachid Miloud pour ses travaux « L'Emir Abdelkader, de la tribu à la nation et du milieu bédouin à l'Etat, à travers les sources russes ». Le troisième prix a récompensé le professeur Mohamed Besker pour l'authentification du manuscrit « Sourour al-Nadhir fi Akhbar Walidi al-Amir Abdelkader ». La commission scientifique du prix était composée du directeur du Centre national du livre, Djamel Yahiaoui, du chercheur en histoire Abdelkader Boudjella, du recteur de l'Université de Tissemsilt, Abdelkader Dahdouh, et du spécialiste en histoire contemporaine Youcef Menasria. Par ailleurs, le docteur et chercheur Ahmed Bensaâda a présenté un exposé détaillé sur le projet de construction d'un musée et d'une statue monumentale de l'Emir Abdelkader sur les hauteurs d'Oran, au mont Murdjadjou, précisant que cet ensemble sera réalisé selon des standards internationaux afin de refléter la dimension de l'Emir en tant que chef de résistance, penseur et humaniste, et qu'il constituera un pôle d'attraction culturelle, touristique, économique, éducatif, historique et récréatif. Le Prix Emir-Abdelkader pour les recherches et études historiques, initié par le ministère de la Culture et des Arts, se veut un concours destiné à encourager la recherche historique auprès des universitaires et des étudiants. Les travaux primés seront publiés, et des récompenses financières de un million de dinars pour le premier prix, cinq cent mille dinars pour le deuxième et trois cent mille dinars pour le troisième seront attribuées aux lauréats.

Y.D

UNE COMÉDIE MUSICALE TRÈS GÉNÉREUSE KHATEM DZAIER, AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ

Par Rihab Taleb

Le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi d'Alger a accueilli jeudi soir, la comédie musicale Khatem Dzair, une œuvre artistique aux élans solidaires, produite par l'association culturelle Ahl El Fen et portée par le chorégraphe Chakir Bourahla, cette fresque a rassemblé plus de cent vingt artistes, musiciens, danseurs et comédiens de différentes générations. Le spectacle, qui a duré près de trois heures a mêlé chants algériens, danses traditionnelles, théâtre, arts plastiques et projections vidéo. L'événement a été marqué par la présence du chanteur Hamidou, une vedette algérienne accueilli triomphalement par le public. Ses interprétations de chansons emblématiques comme Ya Dzaïr, Bahdja beida mat'houl ou encore Allô, Allô ont sublimé la soirée.

Khatem Dzair s'est distingué par sa portée humaine, l'intégralité des recettes a été reversée à l'Association El Fedjr, qui accompagne les personnes atteintes de cancer. Les organisateurs ont insisté sur la dimension caritative de l'événement, confirmée par la présence de responsables algériens et de représentants de l'association bénéficiaire.

L'œuvre s'inspire du poème populaire Laâchiq, Aouicha wel'Herraz. L'histoire met en scène Doudja, la mère d'Aouicha qui décide de tester l'amour que Laâchiq voue à sa fille. Elle cache sa bague de mariage, faisant croire à son gendre qu'elle a disparu. Laâchiq entreprend alors un long voyage à travers plusieurs régions d'Algérie pour retrouver l'objet perdu et tombe sous le charme des beaux paysages de l'Algérie.

Les comédiens Louisa Nehar, Habiba Khadjali et Ritaj Abdellah ont incarné les personnages principaux, tandis que la danseuse Sara Mekkaoui et d'autres artistes ont guidé le public à travers la Kabylie et le Sahara.

Le peintre plasticien Oualid Tighiouert a réalisé une toile en direct, représentant la bague enfin retrouvée. Des chanteurs invités,

tels que Mohamed El Bey et Baraka Merzaïa, ont ponctué la soirée de prestations musicales chaleureusement applaudies. L'événement a été produit par l'association Ahl El Fen en collaboration avec la Direction de la Jeunesse et de la Promotion de la wilaya d'Alger, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et le Théâtre national. L'événement a bénéficié du parrainage des ministres de la Culture et de la Jeunesse, Malika Bendouda et Mustapha Hidaoui.

Créée en 2016 l'association Ahl El Fen compte déjà plusieurs productions à son actif, dont Kissat Salaf (histoire d'une relève), sa deuxième saison, et Andalouziria.

Plusieurs autres événements ont été organisés au profit des personnes dans le besoin. En 2019, le chanteur Lounis Aït Menguellet avait donné un concert mémorable à la Coupole Mohamed-Boudiaf d'Alger, devant des milliers de spectateurs et avait choisi de reverser les revenus de la soirée à des associations œuvrant pour les enfants malades et handicapés, confirmant son engagement humaniste. En 2022 l'humoriste Zoubir Belhor avait organisé un spectacle à Oran dont les bénéfices étaient destinés aux enfants des wilayas sinistrées. Cette initiative avait permis de financer la distribution de fournitures scolaires et d'apporter un soutien moral aux familles touchées par les catastrophes naturelles. Dans plusieurs villes du pays, des concerts solidaires ont également été organisés auparavant pour soutenir les hôpitaux publics. Ces événements, souvent portés par des collectifs de jeunes artistes, visaient à améliorer les conditions de prise en charge des patients et à financer du matériel médical. La culture en Algérie ne se limite pas à divertir. C'est aussi un vecteur de solidarité et de cohésion sociale, capable de mobiliser des foules autour de causes nobles. Qu'il s'agisse de musique, de théâtre ou d'humour, les artistes algériens rappellent que l'art peut être un outil puissant pour soutenir les plus vulnérables, tout en valorisant le patrimoine national.

R.T

NOTRE HISTOIRE APPEL À LA PRÉSERVATION DES SITES PATRIMONIAUX DES ALÉAS NATURELS

Le renforcement de la protection des sites patrimoniaux des risques naturels a été mis en avant par les participants à une journée d'étude organisée à Illizi, dans le cadre de la manifestation culturelle intitulée "Journées de formation du Tassili", a-t-on appris jeudi des organisateurs.

Les intervenants, universitaires, archéologues et acteurs associatifs s'intéressant au patrimoine, ont souligné, lors de cette rencontre intitulée "Les sites patrimoniaux face aux aléas naturels", l'importance de la préservation du patrimoine culturel, un capital expérience de l'homme et une source de valeurs sociales symboliques, ainsi que la valorisation du legs urbanistique traditionnel menacé d'extinction en régions sahariennes.

Ils ont également plaidé pour la réhabilitation et la protection des espaces urbains, les monuments historiques et archéologiques notamment, en accordant l'importance aux bâtisses traditionnelles, un des éléments fondamentaux du patrimoine architectural.

Les participants ont également recommandé l'introduction de la construction traditionnelle dans la nomenclature des filières de formation professionnelle, et l'ancrage, à travers des actions de sensibilisation, de la culture d'entretien périodique, notamment le bâti en terre, au regard de son impact sur la préservation du patrimoine architectural.

La mise en place d'ateliers de formation et de perfectionnement des compétences spécialisées dans la restauration et l'entretien, par souci de préserver les spécificités architecturales des sites archéologiques, la création de commissions chargées d'évaluer, en coordination avec les organismes spécialisés, l'état des ksour et des forts, de trouver les solutions susceptibles d'éviter leur détérioration, et le répertoire des sites et monuments archéologiques, ont également été recommandés.

Les intervenants ont appelé aussi à conférer plus d'importance au territoire "Tadjelahine", situé entre les wilayas d'Illizi et Djanet et regorgeant d'Oasis et de sites patrimoniaux méconnus, ainsi que la protection des sites archéologiques au niveau de Oued-Djerrat.

R.C

BOULEVERSEMENT GÉOSTRATÉGIQUE

L'UE FACE AUX ÉTATS-UNIS
DE DONALD TRUMP

L'union européenne, qui vient de se réveiller face aux États-Unis de Donald Trump, ne sait comment réagir à la rupture du lien transatlantique. Elle ne le peut que comme elle l'a toujours fait, à chaque crise politique, en renforçant son fédéralisme et sa dépendance à Washington. Cette adaptation la conduit inévitablement à l'échec.

Par Thierry Meyssan

L'Union européenne a été bouleversée par le jeu trouble de Washington avec Moscou à propos de l'Ukraine ; la création du Conseil de la paix par le président Trump ; l'opération « Absolute Resolve » contre le président Maduro et son épouse ; les prétentions états-uniennes sur le Groenland.

Elle a compris, avec retard, que le président Trump ne plaisait pas lorsqu'il a dit aux Européens, durant son premier mandat, qu'ils devraient assurer eux-mêmes leur sécurité. De même, le vice-président JD Vance était sérieux lorsqu'il a déclaré, à la Conférence de la sécurité de Munich, que ce qui l'inquiétait, « c'est la menace de l'intérieur, le recul de l'Europe de certaines de ses valeurs les plus fondamentales, des valeurs partagées avec les États-Unis d'Amérique. » [1].

Dans ce contexte, les membres de l'Union Européenne (à ne pas confondre avec les Européens — terme géographique et culturel qui inclut aussi la Russie —) ont pris comme un coup de massue la diffusion de la Stratégie de sécurité nationale états-unienne 2026 [2]. Ils y ont lu, en toutes lettres, que la production de l'UE a diminué, en trente cinq ans (c'est-à-dire non pas depuis le traité de Maastricht, mais depuis l'achèvement du marché intérieur), de 25 à 14 % de la production mondiale. « Mais ce déclin économique est éclipsé par la perspective bien réelle et plus sombre d'une disparition civilisationnelle. » Sa restauration dépend du contrôle de son immigration (certains États pourraient bientôt avoir une majorité non-européenne) et de l'abandon « de son obsession stérile pour une réglementation excessive » [3].

L'ordre international n'était que des mensonges

Seules deux options se sont offertes à l'UE : Soit celle de Mark Carney, Premier ministre canadien — et ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre —, selon qui, les Occidentaux doivent admettre que « l'ordre international fondé sur des règles » n'était que des mensonges dont ils ont profité. Il convient aujourd'hui de reconstruire complètement les relations internationales [4].

Soit celle de Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN — et ancien Premier ministre des Pays-Bas —, selon qui rien n'est perdu puisque les Ukrainiens gagnent sur la Russie (?), mais les Européens de l'Union doivent admettre que l'UE ne peut pas assurer seule leur sécurité. Elle doit investir plus dans sa défense, tout en restant dans l'OTAN [5].

À partir de quoi, l'Union européenne a décidé :

de rester au sein de l'OTAN le temps nécessaire à l'acquisition de moyens militaires, sans s'illusionner sur la permanence du lien transatlantique (même si beaucoup pensent que Donald Trump va perdre les élections de mi-mandat, en novembre prochain) ;

d'investir massivement pour sa défense — c'est-à-dire de passer de



2,5 % du PIB à 5 % voire à 10 % en quelques années ;

de multiplier les partenariats avec des puissances autres que les USA. D'où la conclusion soudaine des accords de libre-échange UE-Mercosur et UE-Baharat.

Dès que les intentions du président Trump ont été connues des fédéralistes européens, c'est à dire à la toute fin 2025, ils ont adressé une lettre au président du Conseil européen, António Costa [6].

Pour parvenir à une « souveraineté stratégique réelle face à la rupture transatlantique », ils proposent de : suspendre l'accord de Turnberry du 21 août 2025 (qui fixait les conditions acceptées par l'UE pour ne pas être soumise à des droits de douane prohibitifs aux États-Unis) ; mettre en œuvre les contre-mesures de 93 milliards d'euros, préparées en réponse à l'escalade d'avril 2025 ; activer l'instrument anti-coercition ; placer sous commandement européen les troupes déployées dans l'Arctique ; remplacer les satellites états-uniens de protection de l'UE ; activer l'article 42.2 du traité européen (défense commune) ;

abandonner la règle d'unanimité. Depuis la diffusion de cette lettre, les réunions se succèdent à Bruxelles. La bureaucratie européenne tente de l'appliquer. Il faut être conscient qu'historiquement, à chaque crise politique que l'UE a rencontrée, elle a réagi de la même manière, en suivant l'agenda des fédéralistes. Si cela était un réflexe logique durant la Guerre froide puisque la CECA, puis les Communautés européennes, et enfin l'UE étaient des structures soutenues par le « grand frère » états-unien, ce ne l'est plus aujourd'hui. Les États-Unis ne sont plus le « grand-frère » de l'Europe occidentale, mais un partenaire comme les autres. Le fédéralisme européen, qui était un des objectifs des clauses secrètes du Plan Marshall, n'a plus de raison d'être.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques (qui avaient fondé la CECA sans en faire partie) souhaitaient empêcher l'URSS d'influencer l'Europe occidentale en la transformant en un glacis cohérent et homogène. Ils ne se préoccupaient pas de conserver les identités nationales des ouest-européens, mais exclusivement de protéger la leur. C'est par soucis d'efficacité contre les Soviétiques qu'ils choisirent Walter Hallstein comme premier président de la CECA (ancêtre de l'UE). Or, Hallstein était le stratège qui avait conçu le plan nazi d'occupation de l'Europe de l'Ouest. Il avait pillé celle-ci pour financer la guerre d'extermination à l'Est. Les aris-

ocraties européennes ont soutenu ce plan anglo-saxon non pas par peur des massacres perpétrés par les bolchéviques, mais par peur de l'avancée du communisme qui menaçait leurs privilèges.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui, les États de l'Ouest financent l'extension de l'Allemagne en Europe centrale et orientale. C'est inscrit dans les gènes de l'UE. On l'a vu, par exemple, lorsque l'Allemagne a imposé sa politique énergétique à ses partenaires. Ou encore, lors de la signature de l'accord de libre-échange avec le Mercosur au détriment des agriculteurs français et italiens. À nouveau, les classes supérieures de l'UE soutiennent cette évolution comme seul moyen de préserver leurs privilèges.

L'UE n'a jamais souhaité... unir les Européens !

Contrairement à ce dont on nous a convaincu, il n'y a jamais eu de structure favorable à une coopération de tous les États européens. La CECA, les Communautés européennes et l'UE n'ont jamais souhaité unir les Européens en respectant leur diversité, mais les fondre au sein d'un même empire. C'est ce projet qui se poursuit sur la lancée. Comme une solution inévitable. La bureaucratie européenne a toujours pensé ainsi et n'est pas capable de s'adapter à la nouvelle donne.

JD Vance avait raison de constater que le danger, « c'est la menace de l'intérieur, le recul de l'Europe de certaines de ses valeurs les plus fondamentales, des valeurs partagées avec les États-Unis d'Amérique. » Personne n'y peut rien. Nos hommes politiques et nos hauts-fonctionnaires ont été élevés ainsi. Ils ne savent rien faire d'autre. L'avenir de l'UE, si elle en a un, passe par le renvoi de tous ses responsables.

Un exemple de ce qui nous attend nous a été fourni par la crise groenlandaise. Les États-Unis, revenant sur une très vieille revendication, réclament d'annexer ce territoire inuit (Kalaallit Nunaat), situé sur leur plateau continental (et non pas sur celui des Européens). Ils pensaient pouvoir l'acheter et ont avancé leur prix dès 1867, puis en 1910, en 1946, en 1955, en 2019 et dernièrement en 2025. Cela n'a rien à voir avec les arguments du président Trump : les terres rares qui pourront y être exploitées, et l'ouverture des voies maritimes de l'Arctique.

Depuis le mois de juin, ce territoire est protégé par le Northern Command (NorthCom) et non plus par l'European Command (EuCom). En tout état de

cause, il a été et reste sous protection militaire des États-Unis d'Amérique. Ceux-ci y ont illégalement placé des armes atomiques, en vertu d'un accord tacite secret avec le Danemark et en violation du Traité de non-prolifération nucléaire. Cette affaire n'a été révélée qu'en 1995, dans le cadre de l'enquête sur le bombardier stratégique US, qui participant à une opération de routine durant la Guerre froide, s'était écrasé accidentellement près de Thulé, contaminant la région avec un nuage d'uranium enrichi, en 1968.

Les Européens de l'Ouest ont réagi aux revendications états-uniennes, en vieux coloniaux. L'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, la Pologne et le Royaume-Uni ont déclaré, le 6 janvier : « Le Groenland appartient à son peuple. Il appartient au Danemark et aux Groenlandais, à eux seuls, de décider des questions concernant le Danemark et le Groenland. » Or, il faut choisir, ce territoire appartient-il aux Groenlandais ou aux Danois ? Aux Groenlandais bien sûr, qui ont droit à leur autodétermination, pas aux colons danois.

Depuis lors, les colonialistes européens ont envoyé une centaine de soldats sur place, c'est-à-dire à peu près autant que la garnison états-unienne de la base aérienne et spatiale de Pituffik. En définitive, au delà des rododendres, la crise a été réglée à Davos. Non pas par un État européen, mais par l'OTAN. Autant que l'on sache, les États-Unis ont commencé à réactiver les bases militaires qu'ils avaient au Groenland durant la Guerre froide. Ils vont y placer des troupes de l'OTAN. C'est-à-dire qu'ils vont protéger le Groenland avec des soldats européens, payés par les Européens, mais placés sous le commandement d'officiers états-uniens.

Aujourd'hui, l'UE débat des moyens qu'elle va déployer pour assurer elle-même sa sécurité, sans les États-Unis. Si la bureaucratie bruxelloise s'en occupe, cela finira de la même manière. Par exemple, Andrius Kubilius, commissaire européen à l'Espace, a annoncé, lors de la 18e Conférence sur l'espace européen, à Bruxelles, le 27 janvier, que l'UE lancera à ses frais des satellites d'observation, pour garantir sa Défense. Mais ce sont les États-Unis qui collecteront et synthétiseront les données. Les Européens ne seront pas plus indépendants qu'aujourd'hui. Pourtant, ils continueront à s'endetter, tout en produisant moins.

T.M

NOTES :

[1] « JD Vance Tells Munich Security Conference "There's A New Sheriff In Town" », by J.D. Vance, *Voltaire Network*, 14 February 2025.

[2] « Le Pentagone adopte la vision Trump du monde », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2025.

[3] *National Security Strategy, White House, November 2025*

[4] « Dépêche 4648 - Mark Carney reconnaît que « l'ordre international fondé sur des règles » n'est qu'un mensonge et qu'il a vécu », *Voltaire, actualité internationale*, N°159, 23 janvier 2026.

[5] « Dépêche 4629. Mark Rutte devant Renew Europe », *Voltaire, actualité internationale*, N°158, 16 janvier 2026.

[6] « Proposal for Real Strategic Sovereignty in view of the transatlantic breakup », *Association Jean Monnet, The Spinelli Group, Union of European Federalists, Young European Federalists, Civico Europa*, December 25, 2025.

TOUR NATIONAL DES ZIBAN 2026

LES CYCLISTES DE L'ÉQUIPE "MADAR PRO TEAM" POURSUIVENT LEUR DOMINATION

Les cyclistes de l'équipe "Madar Pro Team" ont dominé, dans la catégorie Hommes-seniors, la 2ème étape du Tour national des Ziban en s'adjugeant les trois premières places d'une course sur circuit disputée vendredi dans la commune d'El Kantara (60 km de Biskra) sur 105 km.

Pas moins de 43 cyclistes ont participé à cette étape remportée, haut la main, par Oussama Mimouni, suivi de ses coéquipiers, Slimane Badlis et Hamza Mansouri.

Dans la catégorie Juniors, 24 coureurs se sont affrontés sur une distance de 86 km lors de cette seconde étape remportée par Abdallah Allal, du MC Alger, talonné par Ahmed-Eyas Kakeche, de l'Union d'El Kantara, et Mohamed Abderraouf Mellak, du Club de Bordj El Kifan.

Les courses de cette étape, dont le coup d'envoi a été donné par le wali délégué d'El Kantara, Nacer Zougari, en présence du président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheireddine Barbari, ont été très disputées.

Le président de la FAC a souligné, dans une déclaration



à l'APS, que le Tour national des Ziban, "compétition préparatoire aux prochaines échéances internationales,

contribue à faire connaître les atouts touristiques de la wilaya des Ziban".

Pour rappel, la 1ère étape de cette compétition, disputée jeudi par une course contre-la-montre en individuel, avait été remportée, là encore, par l'équipe "Madar Pro Team".

La 3ème étape, prévue samedi, consistera en une course en ligne entre la cité du 8-Mai 1945 et El Kantara en passant par les communes d'El Hadjeb, de Bouchegroun, de Lichana, de Tolga et Loutaya, puis par les hauteurs reliant Ain Zaatout à El Kantara.

Le Tour national des Ziban 2026 est organisé en coordination entre la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Biskra, la Fédération algérienne de cyclisme et la Ligue de wilaya.

RS/APS

FOOTBALL / LIGUE 1 UNE 18^e JOURNÉE CRUCIALE POUR LE MAINTIEN

La 18e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, prévue samedi et dimanche, sera marquée par la lutte pour le maintien, pour les quatre principaux menacés par la relégation, alors que le CS Constantine tentera de consolider sa place de dauphin, en l'absence des ténors africains encore préoccupés par leur parcours continental. C'est le match, ES Sétif (12e - 19 pts) - MC El-Bayadh (16e -10 pts) qui domine cette mini-journée amputée de quatre matchs. Ces deux clubs vont livrer au stade du 8 mai 1945 de Sétif, une véritable bataille à six points, car le perdant plongera davantage dans la zone de turbulence. L'Aigle sétifien, qui reste sur une courte défaite à Béchar face à la JSS (1-0), appréhende beaucoup son rendez-vous face au MCEB qui s'est rebiffé ces dernières semaines en engrangeant 7 précieux points lors des trois dernières journées.

Le grand derby de l'Ouest, ES Mostaganem (15e - 12 pts) - MC Oran (8e - 23 pts) ouvrira cette 18e journée, ce samedi, où l'ESM, mal loti au classement général, a failli décrocher le point du nul, lors de son récent déplacement chez le CS Constantine vainqueur sur le fil (2-1).

Les camarades de Benammar Benali, dos au mur, sont condamnés à faire le plein de points devant une équipe oranaise encore battue chez elle par l'O.Akbou, une défaite qui a précipité le départ de l'entraîneur espagnol Juan Carlos Garrido, dont le contrat vient d'être résilié par la direction du club oranais.

L'autre club en danger de relégation n'est autre que l'ASO Chlef (13e-18 pts) qui accueillera la JS Saoura (4e-25 pts) dans un match aux objectifs diamétralement opposés. Les Chelifiens auteurs d'un nul méritoire à Khenchela (2-2), sont dans l'obligation de gagner s'ils veulent améliorer leur classement.

Toutefois, leur mission s'annonce ardue devant un adversaire qui ambitionne une place sur le podium, synonyme d'une participation continentale la saison prochaine.

C'est le cas également du match, MB Rouissat (8e-23 pts) - CS Constantine (2e-26 pts), où les Sanafirs vainqueurs dans la douleur face à l'ES Mostaganem, effectuent un périlleux déplacement à Ouargla pour y affronter les promus du MB Rouissat, difficiles à manier sur leur pelouse.

Les camarades de l'inusable buteur Merzougui, chercheront la gagne pour faire partie de l'impressionnant groupe de tête qui compte pas moins de neuf équipes regroupées en 3 points seulement. Le promu qui reste sur une défaite en déplacement face à la lanterne rouge le MCEB, est dans l'obligation de renouer avec le succès pour éviter la crise. Pour le CSC, une victoire à l'extérieur serait bénéfique pour le club pour s'emparer seul de la deuxième place en l'absence de l'Olympique Akbou forcé au repos. Cette journée sera amputée de quatre rencontres dont le derby de la Kabylie O.Akbou- JS Kabylie, qui s'ajoute aux derbies algérois, ES Ben-Aknoun - MC Alger USM Alger - Paradou AC, alors que le 4e report concerne le match CR Belouizdad - USM Khenchela.

RS/APS

HANDBALL / MONDIAL 2027 19 PAYS DONT L'ALGÉRIE ONT DÉCROCHÉ LEUR BILLET POUR LE RENDEZ-VOUS ALLEMAND

Dix-neuf (19) pays dont l'Algérie ont déjà validé leur qualification pour le Championnat du monde masculin 2027 de handball, prévu en Allemagne du 13 au 31 janvier, les 13 dernières places devant être attribuées dans les mois à venir.

La compétition se déroulera dans six villes allemandes : Munich, Stuttgart, Magdebourg et Kiel pour le tour préliminaire, Cologne et Hanovre pour le tour principal.

La Lanxess Arena de Cologne accueillera les phases finales, des quarts de finale jusqu'aux matchs pour les médailles, ainsi que les rencontres de classement 5e-8e places.

Parmi les équipes déjà qualifiées figurent l'Allemagne, pays hôte, le Danemark, champion du monde en titre, ainsi que l'Islande, la Croatie, le Portugal et la Suède pour l'Europe.

Outre l'Algérie, l'Afrique sera représentée également par l'Égypte, la Tunisie, le Cap-Vert et l'Angola. En Asie,

le Bahreïn, le Qatar, le Koweït et le Japon ont validé leur billet, tandis que l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay représenteront l'Amérique du Sud et centrale.

La liste des participants sera complétée par le vainqueur du Championnat d'Amérique du Nord et des Caraïbes, dix équipes issues des barages de la phase 3 des qualifications européennes en mai 2026, ainsi que deux invitations accordées par le Conseil de l'IHF, la Fédération internationale de la discipline.

Le tirage au sort du tour préliminaire se tiendra le 10 juin prochain à Munich. L'Allemagne évoluera dans le groupe A, tandis que le Danemark sera placé dans le groupe G à Kiel. Le calendrier garantira au moins une journée de repos entre chaque match, avec une phase finale très attendue à Cologne pour conclure le tournoi.

RS/APS

ATHLÉTISME LE KÉNYAN BENARD KIBET KOECH SUSPENDU QUATRE ANS POUR DOPAGE

L'athlète kényan Benard Kibet Koech, cinquième des Jeux Olympiques (JO) de Paris sur 10.000 m, a été suspendu quatre ans pour dopage, jusqu'en juin 2029, a annoncé jeudi l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU).

"L'AIU a suspendu Benard Kibet Koech (Kenya) pour quatre ans à compter du 10 juin 2025 pour usage d'une substance ou d'une méthode prohibée", écrit l'AIU dans un communiqué, précisant que l'affaire résulte d'anomalies constatées sur le passeport biologique du fondeur kényan.

Le passeport biologique permet un suivi au fil du temps de variables biologiques sélectionnées.

Cinquième du 10.000 m des JO de Paris, remporté par l'Ougandais Joshua Cheptegei, Koech, 26 ans, avait également terminé 5e des Mondiaux

de Budapest sur la distance en 2023 et détient la meilleure performance de tous les temps sur le 10 miles (44:04), une distance non olympique.

Suspendu provisoirement en juin dernier, il avait démenti toute infraction aux règles antidopage et demandé un examen devant un tribunal disciplinaire, qui a confirmé que "l'analyse longitudinale des données hématologiques démontrent qu'il est plus probable que ces anomalies soient attribuables à une manipulation sanguine qu'aux facteurs physiologiques et environnementaux avancés par l'athlète".

Tous les résultats obtenus par le Kényan entre le 26 juin 2024 (y compris sa 5e place à Paris-2024) et le 10 juin 2025 (date de sa suspension provisoire) sont par ailleurs annulés.

RS/APS

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ougelmim

GUTENBERG LÈGUE L'IMPRIMERIE À L'HUMANITÉ

Le 3 février 1468 meurt à Mayence un certain Johannes Gensfleisch, plus connu sous le nom de Gutenberg. Il est né à Mayence entre 1397 et 1400.

On lui doit l'invention de l'imprimerie. Elle a révolutionné la manière de fabriquer des livres et, en abaissant considérablement leur prix, mis la lecture à la portée de tous.

Avec Gutenberg, les hommes ont aussi découvert l'utilité de mécaniser le travail manuel.

Copistes et miniaturistes

Au début du Moyen Âge, les livres étaient fabriqués un à un dans des monastères spécialisés comme on en voit dans le film de Jean-Jacques Annaud, Le nom de la Rose (1986).

À partir des années 1200, les monastères abandonnent cette activité à des ateliers laïcs installés près des universités.

Des copistes recopient les textes à la plume d'oie sur des feuilles de parchemin ou de papier, à partir d'un original, cependant que des enlumineurs agrémentent les pages de délicates miniatures aux couleurs vives.

Les ateliers approvisionnent ainsi à prix d'or les clercs et les bourgeois assez riches pour se payer des manuscrits (nom donné aux livres écrits à la main).

Mais à l'époque de Gutenberg, la copie de manuscrits n'est plus en état de satisfaire les besoins de lecture et d'apprentissage d'un nombre croissant d'étudiants et d'érudits. L'Europe est dans l'attente d'une révolution...

Un procédé magique

L'imprimerie est dérivée de la gravure sur cuivre ou sur bois, une technique connue depuis longtemps en Europe et en Chine mais seulement utilisée pour reproduire des images :

– on grave l'image sur une surface en cuivre ou en bois,



– on enduit d'encre la partie en relief,

– on presse là-dessus une feuille de papier de façon à fixer l'image sur celle-ci.

Gutenberg, graveur sur bois, a l'idée aussi simple que géniale d'appliquer le procédé ci-dessus à des caractères mobiles en plomb. Chacun représente une lettre de l'alphabet en relief.

L'assemblage ligne à ligne de différents caractères permet de composer une page d'écriture. On peut ensuite imprimer à l'identique autant d'exemplaires que l'on veut de la page, avec un faible coût marginal (seule coûte la composition initiale).

Quand on a imprimé une première page en un assez grand nombre d'exemplaires, on démonte le support et l'on compose une nouvelle page avec les caractères mobiles. Ainsi obtient-on un livre à de nombreux exemplaires en à peine plus de temps qu'il n'en aurait fallu pour un unique manuscrit !



Avec son associé Johann Fust, Gutenberg fonde à Mayence un atelier de typographie. Au prix d'un énorme labeur, il achève en 1455 la Bible «à quarante-deux lignes», dite Bible de Gutenberg. Ce premier livre imprimé à quelques dizaines d'exemplaires recueille un succès immédiat. Il est suivi de beaucoup d'autres ouvrages.

Le procédé de typographie se diffuse à très grande vitesse dans toute l'Europe (on ne peut s'empêcher de comparer ce succès à celui de... l'internet).

On estime que quinze à vingt millions de livres sont déjà imprimés avant 1500 (au total plus de 30 000 éditions). 77% de ces livres sont en latin et près de la moitié ont un caractère religieux. Les livres de cette époque portent le nom d'«incunables» (du latin incunabulum, qui signifie berceau).

Beaucoup d'incunables sont imprimés à Venise, alors en pleine gloire. Au siècle suivant, le XVIe, Paris, Lyon et Anvers deviennent à

leur tour de hauts lieux de l'imprimerie avec un total de 200 000 éditions. Les conséquences de l'imprimerie sont immenses. D'abord sur la manière de lire et d'écrire : les imprimeurs aèrent les textes en recourant à la séparation des mots et à la ponctuation ; ils fixent aussi l'orthographe.

L'instruction et plus encore l'esprit critique se répandent à grande vitesse dans la mesure où de plus en plus de gens peuvent avoir un accès direct aux textes bibliques et antiques, sans être obligés de s'en tenir aux commentaires oraux d'une poignée d'érudits et de clercs.

C'est ainsi qu'un demi-siècle après l'invention de l'imprimerie va se produire la première grande fracture intellectuelle dans la chrétienté occidentale avec la Réforme de Martin Luther et l'émergence du protestantisme.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 5 février 2025

BACHIR YELLÈS, UN CENTENAIRE ET DES ŒUVRES POUR LA POSTÉRITÉ

L'artiste peintre Bachir Yellès est l'un des fondateurs de l'art contemporain en Algérie, le concepteur de la maquette du Mémorial du martyr et le premier directeur de l'École nationale d'architecture et des beaux-arts d'Alger au sortir de la guerre de Libération. Son ami et compagnon de route Mohammed Dib disait à son sujet : "Tout ce qu'il fait se caractérise par une grande probité. Probité qui en arrive parfois à prendre trop de précautions pour rester inentamée."

Le doyen des arts plastiques en Algérie est né en 1921 à Tlemcen. Après des études au collège de Slane, dans sa ville natale, entre 1932 et 1942, il rejoint Alger et son école des Beaux-Arts de 1943 jusqu'à 1947.

Il y suit des cours de peinture, de décoration et de gravure chez les professeurs Du Pac et Louis Fernez. Dès sa première année au sein de cette institution, il obtient le 1er prix Ronde bosse pour l'année universitaire 1943-1944, modèle vivant (esquisse) en 1944-1945, ou encore le 1er prix d'honneur pour l'année 1946-1947. Il est, en cette année 1944, l'un des artistes participant à la "Première exposition de peintres et miniaturistes musulmans d'Algérie" au Cercle franco-musulman d'Alger, aux côtés de Ali-Khodja, de Hemche, de Ranem et de Temmam. Entre 1947 et 1950, il est admis à l'École des beaux-arts de Paris et fait ses classes dans les ateliers d'Eugène Narbonne et de Nicolas Untersteller. Son ami et natif de la même ville que lui, l'écrivain et romancier

Mohammed Dib, a écrit à propos de son art : "Tout ce qu'il fait se caractérise par une grande probité. Probité qui en arrive parfois à prendre trop de précautions pour rester inentamée." Maître de l'art figuratif, Bachir Yellès met en avant, dans sa peinture ou dans le domaine de la philatélie, le patrimoine et les coutumes ancestrales.

Une odalisque en habit traditionnel, des paysages des montagnes kabyles, un Targui arborant fièrement sa tenue, les tapis du Nememcha, de Guergour ou de Djebel Amour. Par ailleurs, il est le concepteur de la maquette du Mémorial du martyr construit en 1982, mais aussi de la crypte du Musée du moudjahid, l'auteur du portrait de Georges Marçais, la miniature de Ben Badis, la fresque qui orne l'ambassade d'Algérie à Paris, ainsi que de nombreux timbres-poste. Premier directeur de l'École nationale d'architecture et des beaux-arts d'Alger, il a, durant son parcours professionnel, plus particulièrement après l'indépendance, œuvré à promouvoir les jeunes artistes et architectes, l'art algérien, dans toute son authenticité et sa singularité. Une école à lui seule qui continue d'inspirer des générations de peintres et de plasticiens.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 5 février 2025



ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
06:09	13:02	15:58	18:21	19:45

A L'OCCASION DU 70^e ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

INSTALLATION DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ORGANISATION DU SÉMINAIRE SUR LA CULTURE DE LA RÉSISTANCE

La Commission scientifique chargée de l'organisation du séminaire international sur "La culture de la résistance entre histoire, mémoire et imaginaire" a été installée, jeudi, au siège du Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA) à Alger, dans le cadre de la commémoration du 70^e anniversaire du Congrès de la Soummam. Présidée par le coordinateur de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, cette commission, qui veillera à l'organisation de ce séminaire dans la wilaya de Béjaïa, comprend également le professeur d'enseignement supérieur, Ramdane Farid, représentant du HCA. A cette occasion, le Secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a indiqué que la tenue de ce séminaire international, en partenariat avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit et la Commission nationale de la Mémoire, ainsi que la wilaya de Béjaïa, traduit "la volonté de l'Etat



algérien d'ancrer la Mémoire nationale et de préserver son histoire glorieuse, en hommage aux sacrifices des chouchada et des moudjahidine, ainsi que pour consolider les valeurs de la souveraineté nationale". Il a souligné que l'organisation de ce sémi-

naire témoigne du souci de placer les préparatifs à la hauteur de l'importance de l'événement, lequel s'inscrit parmi les "grandes orientations de l'Etat algérien en matière de consolidation de la Mémoire nationale, de préservation de l'Histoire et de

promotion de la recherche scientifique". Cette démarche, a-t-il précisé, s'accorde avec "la vision stratégique et les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a érigé la question de la Mémoire nationale en l'un des piliers fon-

damentaux de l'édification de l'Algérie victorieuse".

Assad a expliqué que cet événement, bien que de nature essentiellement académique, sera enrichi d'initiatives artistiques, culturelles et d'expositions variées. Cette approche vise à offrir un cadre d'étude sur la Mémoire et la résistance aux chercheurs nationaux et internationaux et élargir la portée du séminaire en créant des passerelles entre la recherche scientifique, l'expression créative et la société.

De son côté, M. Zeghidi a rappelé qu'il a été convenu, l'année dernière, de marquer le 70^e anniversaire du Congrès de la Soummam dans un cadre universitaire et global, réunissant des chercheurs intéressés par la culture de la résistance, afin d'explorer la dimension académique de la glorieuse Révolution du 1^{er}-Novembre, socle fondateur de la nouvelle Algérie victorieuse.

R.C

PROGRAMME D'IMPORTATION DE 10.000 BUS

RÉCEPTION D'UNE NOUVELLE CARGAISON AU PORT D'ALGER

L'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des Fabrications Militaires (DFM) du Ministère de la Défense nationale (MDN), a réceptionné, vendredi au niveau du port d'Alger, une nouvelle cargaison de 134 bus, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, et sous le suivi personnel du Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), la DFM représentée par l'EDIV, a procédé à la réception d'une nouvelle cargaison de 134 bus de différents types sur un total de 6.800 bus à acquérir auprès de partenaires étrangers de la République populaire de Chine et de la République fédérale d'Allemagne".

Les opérations de réception de la quantité restante de bus se poursuivront durant les prochains jours.

R.A

HADJ 2026

LE 19 FÉVRIER, DERNIER DÉLAI POUR LA FINALISATION DES PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a indiqué, jeudi dans un communiqué, que la date du 19 février 2026 a été fixée comme dernier délai pour la finalisation de toutes les procédures administratives, sanitaires et financières pour l'ensemble des citoyens concernés par l'accomplissement du hadj au titre de la saison 1447/2026.

A cet égard, l'Office invite les personnes concernées à "se rapprocher rapidement des services compétents pour finaliser les procédures dans les délais impartis et éviter ainsi de perdre l'opportunité d'accomplir le pèlerinage".

"De plus amples informations sont disponibles sur les comptes officiels de l'ONPO, dont les portes restent ouvertes pour répondre aux préoccupations et aux interrogations des personnes concernées par l'accomplissement du pèlerinage", précise le communiqué.

R.A

ACTIVITÉS DES DOUANES ALGÉRIENNES

MISE EN ÉCHEC D'UNE TENTATIVE DE TRAFIC DE PLUS DE 117 KG DE KIF TRAITÉ

Les agents des Douanes de Nâama, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières, ont mis en échec une tentative de trafic de 117 kilogrammes et 500 grammes de kif traité, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction régionale des Douanes de Béchar.

La même source a précisé que "les brigades polyvalentes d'Aïn Sefra et de Sfisifa, relevant de l'Inspection Divisionnaire des Douanes de Nâama (Direction régionale des Douanes de Béchar), en coordination avec les éléments



de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale et un détachement des Gardes-frontières, ont réussi à

mettre en échec une tentative de trafic d'une quantité de drogue estimée à 117 kg et 500 g".

L'opération a également permis la saisie du moyen de transport utilisé dans le trafic, l'arrestation de son propriétaire et sa présentation devant les juridictions compétentes, selon le communiqué.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du rôle dévolu au corps des Douanes algériennes dans la lutte contre les différentes formes de contrebande et la protection de la santé publique, a-t-on indiqué.

R.A

MISE EN GARDE DE L'ONU

LA POURSUITE DU DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS EN CISJORDANIE OCCUPÉE ATTEINT DES "NIVEAUX ÉLEVÉS"

Les Nations unies ont mis en garde contre la poursuite du déplacement forcé des Palestiniens en Cisjordanie occupée, qui a atteint des "niveaux élevés", dans un contexte marqué par une recrudescence des violences des colons sionistes et des opérations de démolition, indiquant que plus de 900 Palestiniens ont été contraints de quitter leurs habitations depuis le début de l'année 2026.

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a estimé que le nombre élevé de personnes déplacées est dû, en grande partie, à "la violence des colons et aux restrictions d'accès, notamment à travers les démolitions", soulignant que "le phénomène connaît une escalade préoccupante au cours des dernières semaines".

Lors d'un point de presse, M. Dujarric a indiqué que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a documenté, durant la période allant du 20 janvier jusqu'à lundi dernier, plus de 50 attaques menées par des colons

sionistes, ayant causé des victimes palestiniennes et d'importants dégâts matériels.

Il a ajouté que l'ONU procède à des évaluations préliminaires des dommages et des besoins à la suite de ces incidents, en vue d'orienter la réponse humanitaire onusienne, insistant sur la nécessité pour toutes les parties de respecter le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils et des infrastructures civiles.

Ces mises en garde interviennent alors que l'ONU continue de dénoncer le non-respect par l'entité sioniste, du protocole humanitaire de l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis en octobre dernier dans la bande de Ghaza, notamment en ce qui concerne l'acheminement du carburant, de l'aide humanitaire et des équipements nécessaires au déblaiement des décombres.

R.I